

RAPPORT



CIRCUITS COLLATÉRAUX

L'impact de la guerre au Soudan sur
les marchés d'armes et les réseaux de
mercenaires au Tchad et en Libye

Emadeddin Badi

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier les chercheurs qui m'ont aidé pour ce rapport en contribuant au travail de terrain au Tchad, en Libye et au Soudan. Bien que je ne puisse pas les nommer pour des raisons de sécurité, je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude et mon respect pour l'excellent travail qu'ils ont accompli dans des circonstances extrêmement difficiles. Je tiens également à remercier plus particulièrement Alice Fereday, Hamid Khalafallah, Rupert Horsley et Wolfram Lacher pour le temps qu'ils ont consacré à la révision de ce rapport et pour leurs précieux conseils.

Enfin, je voudrais saluer mes collègues de the Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC), dont le travail et l'accompagnement ont contribué, à la fois directement et indirectement, à créer le corpus de connaissances qui a renseigné ce rapport, notamment Elizabeth Krisher, Lucia Bird, Mark Micallef, Matt Herbert, Nathalia Dukhan, Ruben de Koning et Younes Nanis. Je tiens également à exprimer ma gratitude à l'équipe des publications de la GI-TOC pour l'édition, la réalisation des cartes et pour avoir donné vie à ce rapport.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Emadeddin Badi est chercheur à la GI-TOC et expert au Centre on armed groups. Ses travaux portent sur l'intersection entre gouvernance, conflits et économies politiques informelles en Afrique du Nord et au Sahel, ainsi que dans l'ensemble du Moyen-Orient. Ses domaines d'expertise comprennent les dynamiques des groupes armés et les structures de sécurité hybrides ; la migration et les économies illégales ; les sanctions et interventions internationales dans les États fragiles ; les dynamiques de proxy ; ainsi que les enjeux de consolidation de la paix, de réforme du secteur de la sécurité et de stabilisation dans les contextes post-conflit.

Emad a conseillé de nombreuses organisations internationales, dont le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, l'Institut danois des droits de l'homme, l'Union européenne, le département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations unies, le programme des Nations unies pour le développement et l'Institut des États-Unis pour la paix. Il a précédemment été conseiller militaire auprès de la mission indépendante d'établissement des faits des Nations unies sur la Libye. Il a aussi été chercheur associé à l'Atlantic Council, à l'Institut universitaire européen, au Middle East Institute et à l'Alliance des civilisations des Nations unies. Ses travaux ont été publiés par Chatham House, Carnegie, Brookings, Small Arms Survey et Hurst/Oxford University Press. Il parle couramment l'arabe, l'anglais et le français.

© 2025 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de l'Observatoire d'Afrique centrale sur la criminalité organisée et la violence.

Couverture : © Ashraf Shazly via Getty Images

Pour tous renseignements :

Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

Sommaire

Acronymes et abréviations	2
Résumé exécutif	3
Méthodologie	5
Conclusions et recommandations	5
Le calme : la situation en Libye et au Tchad avant la guerre	6
Chaînes d'approvisionnement soutenues par les États et reconfigurations historiques	6
Le calme avant la tempête	13
Flux d'armes entrants : reconfiguration régionale en temps de guerre	16
Approvisionnements initiaux via Kufra	16
Amdjarass, un pivot logistique et politique	19
Un nouveau corridor établi	22
Flux d'armes sortants : détournements, revente et retombées	26
Détournements via la Libye et tensions locales	26
Limiter les dégâts grâce à de nouveaux nœuds, ponts aériens et effectifs	28
Dynamiques de revente et signaux de prix	29
Circuits collatéraux consolidés	31
Les impacts à venir de la guerre au Soudan	37
Recommandations	39
Notes	41

Acronymes et abréviations

CCMSR	Conseil de commandement militaire pour le salut de la République
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
FACT	Front pour l'alternance et la concorde au Tchad
JFASM	Force conjointe des mouvements de lutte armée
LAAF	Forces armées arabes libyennes, également connues sous le nom d'armée nationale libyenne (ANL)
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
NISS	Services soudanais de renseignement et de sécurité
FSR	Forces de soutien rapide
SAF	Forces armées soudanaises
SLA/MM	Armée de libération du Soudan – Minni Minnawi
SONEMIC	Société nationale d'exploitation minière et de contrôle
SRAC	Conseil de réveil révolutionnaire soudanais (Sudanese Revolutionary Awakening Council)
EAU	Émirats arabes unis
UFDD	Union des forces pour la démocratie et le développement
UFDD-F	Union des forces pour la démocratie et le développement-Fondamentale
UNWG-M	Groupe des travail des Nations unies sur l'utilisation de mercenaires



Résumé exécutif

La guerre au Soudan n'a pas seulement remodelé ses propres lignes de front, mais elle a aussi transformé les économies de sécurité plus larges de ses voisins. La prolifération des armes et le recours grandissant aux mercenaires refaçonnent l'architecture sécuritaire du Sahel et de la région du Sahara, non pas comme de simples effets résiduels du conflit, mais comme des forces persistantes qui reconfigurent les économies de guerre et approfondissent la fragilité structurelle. Les groupes mercenaires – souvent constitués de vestiges de mouvements rebelles ou de combattants nouvellement recrutés et employés comme des forces auxiliaires quasi étatiques – évoluent désormais avec fluidité entre conflits motivés par des considérations idéologiques, crime organisé et guerres sous contrat. En parallèle, la circulation des armes est devenue de plus en plus régionalisée, opportuniste et à visée commerciale.

Dans les zones frontalières faiblement gouvernées, le marché de la main-d'œuvre mercenaire et celui des armes interagissent pour engranger une économie régionalisée de l'insécurité. Quand ils se recoupent, ces marchés créent des circuits se renforçant mutuellement : des réseaux où les armes, les combattants, le carburant et les technologies de communication circulent ensemble. Les armes incitent à la mobilisation de main-d'œuvre combattante, et, en retour, les mercenaires se déplacent pour sécuriser, transporter ou tirer profit des armes. C'est cette manière dont chaque marché soutient et dépend de l'autre qui les définit comme des « circuits collatéraux », c'est-à-dire des systèmes secondaires mais imbriqués, qui tirent leur dynamisme l'un de l'autre.



Les marchés des armes et de la main-d'œuvre mercenaire, alimentés par le conflit au Soudan, sont devenus des « circuits collatéraux » : des systèmes logistiques au sein desquels armes et combattants circulent conjointement. © Yasuyushi Chiba via Getty Images

Peu d'événements ont accéléré ce processus aussi dramatiquement que la guerre au Soudan, qui a éclaté en avril 2023, déclenchant des flux d'armes entrants comme sortants. L'effondrement du contrôle militaire interne et la fragmentation des structures de commandement ont permis une prolifération rapide de flux d'armes provenant à la fois des stocks des Forces de soutien rapide (FSR) et de ceux des Forces armées soudanaises (SAF) au Soudan vers les marchés régionaux¹. En parallèle, des transferts importants vers le Soudan, réalisés par des acteurs externes étatiques et non-étatiques, ont généré de nouveaux afflux², dont certains ont déjà été détournés vers l'extérieur. Les chefs mercenaires ont organisé des convois, fourni des services d'escorte et négocié des passages à des postes de contrôle, liant la mobilisation de combattants et les transferts d'armes au sein d'un même système. Ces dynamiques reflètent clairement les quatre voies de prolifération identifiées par le Groupe de travail des Nations unies sur l'utilisation des mercenaires (UNWG-M) dans son rapport de 2024³: les approvisionnements soutenus par les États, le détournement des stocks étatiques, les réseaux opaques de courtage et les échanges illicites impliquant des forces mercenaires et auxiliaires. La guerre au Soudan a activé ces quatre mécanismes, les ancrant dans des marchés transfrontaliers qui s'étendent à l'ensemble du Sahel. Les effets déstabilisateurs qui en ont résulté ont dépassé les frontières soudanaises. Les pays voisins, le Tchad et la Libye, ont été entraînés dans cette spirale, devenant des zones de prolifération d'armes, de recrutement mercenaire et de facilitation logistique. La guerre au Soudan a activé de nouveaux nœuds d'approvisionnement, étendu et remodelé les infrastructures de trafic, intégré du matériel lié au Soudan dans les marchés d'armes et créé de nouveaux incitatifs à la mobilisation mercenaire transfrontalière. Ces schémas ont illustré en temps réel comment les voies de prolifération définies par le groupe de travail UNWG-M se matérialisent dans les zones frontalières fragiles, sapant les efforts de désarmement et faisant obstacle à la résolution du conflit⁴.

Les mercenaires ont joué un rôle central dans chaque phase du conflit et dans le fonctionnement de ses différentes filières d'approvisionnement. Ils n'opèrent pas en marge du trafic, mais agissent comme des organisateurs et facilitateurs des circuits, escortant les convois, gérant les accès et assurant la continuité des flux transfrontaliers. Leur implication permet aux armes de continuer à circuler, même lorsque la demande sur les lignes de front évolue, ce qui en fait des acteurs essentiels tant au réapprovisionnement opérationnel qu'aux dynamiques plus larges de prolifération. Au-delà des armes, les acteurs mercenaires s'insèrent également dans d'autres économies illicites, notamment celle de l'or, augmentant le risque que leur influence perdure même si l'intensité de la guerre au Soudan venait à diminuer. Cela renforce la durabilité des circuits collatéraux et leur profonde intégration dans les économies de guerre dans la région.

Ce rapport se concentre sur le nord du Tchad et le sud de la Libye, car leurs dynamiques internes – le réalignement post cessez-le-feu en Libye et la fragmentation post-Doha au Tchad – les ont rendus particulièrement vulnérables à ces pressions. Il retrace la façon dont les marchés régionaux des armes et les réseaux mercenaires ont évolué en tandem, en mettant en évidence les acteurs clés, les routes en mutation et les mécanismes par lesquels les flux liés au Soudan ont modifié la circulation des armes et de la main-d'œuvre.

Le rapport est développé en trois parties. Premièrement, il revient sur les principaux développements contextuels en Libye et au Tchad dans la période précédant la guerre au Soudan. Deuxièmement, il s'intéresse à la manière dont les armes ont afflué au Soudan via des chaînes d'approvisionnement soutenues par les États. Et, troisièmement, il évalue comment les armes prolifèrent de nouveau au Tchad et en Libye, remodelant les marchés, les structures de prix et les dynamiques de sécurité. Une sous-partie du rapport est également dédiée au rôle des mercenaires en tant que vecteurs de prolifération, en s'appuyant sur le cadre analytique du groupe de travail des Nations unies sur les mercenaires. Le rapport se conclut par une analyse prospective des implications que ces dynamiques pourraient avoir pour la région lorsque le conflit au Soudan perdra en intensité, et formule des recommandations pour atténuer les risques liés à la fois aux flux d'armes sortants et à la mobilisation de mercenaires.

Méthodologie

Ce rapport n'a pas pour ambition de proposer un traçage technique des armes ni une analyse forensique de transactions d'armes spécifiques. Il s'attache plutôt à analyser la façon dont la circulation des armes et la mobilisation de la main-d'œuvre armée – notamment les mercenaires – ont interagi dans le sillage de la guerre au Soudan, façonnant les économies locales liées au conflit, les dynamiques transfrontalières et l'instabilité.

Les recherches menées pour ce rapport sont principalement qualitatives. Elles s'appuient sur un travail de terrain approfondi conduit par The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) entre janvier et octobre 2025, comprenant des entretiens réalisés à distance et en présentiel au Tchad et en Libye. Ces entretiens ont été menés auprès d'un large éventail d'acteurs concernés, dont des trafiquants d'armes, d'anciens combattants, des coordinateurs de convois, des prestataires de services de sécurité indépendants, des contrebandiers, des opérateurs de postes de contrôle, des mineurs d'or et des journalistes.

Ces entretiens menés sur le terrain et à distance ont été complétés par un suivi des réseaux sociaux liés aux marchés des armes et du mercenariat. Le rapport s'est également appuyé sur des sources secondaires, dont des rapports des groupes d'experts de l'ONU, les travaux de veille de la GI-TOC et des outils de suivi des incidents de sécurité couvrant les développements entre 2021 et 2025.

Conclusions et recommandations

La consolidation des circuits collatéraux présente quatre risques principaux :

- La durabilité : une fois établies, ces infrastructures ne disparaissent pas avec les cessez-le-feu mais s'adaptent et perdurent.
- La régionalisation : la guerre au Soudan a déjà débordé sur la Libye et le Tchad ; les flux vers le Niger et le Mali montrent l'étendue de son impact.
- L'escalade : la prolifération des armes accroît les risques que les conflits locaux dégénèrent en affrontements armés.
- La politisation : le contrôle des corridors et des hubs est devenu un enjeu de pouvoir à part entière, structurant les rivalités aussi bien en Libye qu'au Tchad.

À la lumière de ces risques, nos recommandations sont les suivantes :

- Prendre en compte les mercenaires dans la planification du désarmement. Les cadres de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et de cessez-le-feu doivent considérer les combattants circulant entre la Libye, le Tchad et le Soudan comme un cas spécifique, intégré aux processus plus larges de réforme du secteur de la sécurité.
- Assécher les surplus d'armes sur les marchés locaux. Des rachats et destructions ciblés dans les principaux hubs de trafic d'armes peuvent réduire la saturation avant que les armes ne s'enracinent davantage.
- Recourir aux sanctions pour perturber les réseaux de courtage. Des mesures ciblées contre les leaders mercenaires, les organisateurs de convois et les intermédiaires peuvent augmenter les coûts du trafic et renforcer les mesures locales de contrôle des armes, notamment lorsqu'elles sont associées à la documentation des pratiques de courtage.
- Lier le contrôle des armes à un règlement politique du conflit au Soudan. Tout cessez-le-feu ou accord de paix doit intégrer la gestion des armes, la démobilisation des mercenaires et des mécanismes de surveillance transfrontalière pour être durable.
- Perturber les économies du trafic plutôt que les frontières. Plutôt que des fermetures généralisées des frontières, des actions ciblées et des contrôles basés sur les risques peuvent augmenter les coûts des opérations des convois sans pénaliser le commerce frontalier licite dont dépendent d'importantes communautés frontalières.



Le calme : la situation en Libye et au Tchad avant la guerre

L e déclenchement du conflit au Soudan en avril 2023 a marqué un point d’infexion. La guerre a catalysé une double intensification de la circulation des armes. D’une part par des transferts formels facilités par les États – notamment via des ponts aériens, des convois et la redistribution des stocks – et, d’autre part, par des réseaux informels impliquant des passeurs, des intermédiaires liés par des relations de parenté et des transactions ad hoc. Dans la pratique, les deux circuits se chevauchent souvent, les cargaisons facilitées par les États étant livrées à des acteurs informels chargés de les acheminer à travers les zones frontalières. Ces flux empruntent des corridors établis de longue date à travers le Darfour, l’est du Tchad et le sud de la Libye, redynamisant les routes du trafic d’armes et inondant les marchés de nouveaux stocks. Dans ce contexte, les acteurs mercenaires – autrefois auxiliaires – sont devenus centraux dans les dispositifs logistiques. Les combattants à travers le Tchad et la Libye se sont réorganisés pour répondre à la nouvelle demande : certains ont été engagés pour protéger les convois, d’autres se sont imposés comme des organisateurs et des facilitateurs indépendants, tirant parti des réseaux rebelles et des liens de parenté.

Plutôt que de considérer les flux d’armes comme statiques ou linéaires, cette section examine comment la période précédant le conflit a remodelé l’architecture logistique du trafic d’armes dans la région, illustrant la façon dont les réseaux existants en Libye et au Tchad ont été réactivés et réorientés une fois la guerre au Soudan déclenchée.

Chaînes d’approvisionnement soutenues par les États et reconfigurations historiques

En Libye, le cessez-le-feu de 2020 a fait évoluer le pays d’une situation de combats soutenus vers une paix négative. Alors que les lignes de front dans le nord se stabilisaient, les forces liées aux Forces armées arabes libyennes (FAAL) – également connues sous le nom de l’autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) – et à leurs auxiliaires dans le sud, notamment dans le Fezzan et le sud-est de la Cyrénaïque, ont réorganisé leurs réseaux. Ces derniers comprenaient des milices locales, des intermédiaires tribaux ainsi que des auxiliaires soudanais et tchadiens. Leurs rôles ont évolué vers la protection des convois (sécurisant les cargaisons d’armes, les livraisons de carburant, les camions commerciaux et les caravanes de migrants), le contrôle des infrastructures (notamment les postes-frontières, les autoroutes du désert et les carrefours stratégiques) et la perception de taxes informelles. Le contrôle des infrastructures est avant tout un mécanisme générateur de revenus : tenir un point de passage ou une route permet de percevoir des taxes sur le commerce, les flux de contrebande et les déplacements de civils.

Définition du terme « mercenaire »

Pour les besoins de ce rapport, le terme « mercenaire » suit la définition énoncée par le groupe de travail des Nations unies sur l'utilisation des mercenaires (UNWG-M). Sur la base des cadres juridiques internationaux – en particulier l'article 47 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève et la Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et la formation de mercenaires – un mercenaire est défini comme une personne :

- Spécialement recrutée pour combattre dans un conflit armé
- Participant aux hostilités
- Motivée essentiellement par les profits personnels (la rémunération promise ou perçue dépassant largement celle des forces armées locales)
- Ni ressortissante ni résidente d'une partie au conflit
- N'appartenant pas aux forces armées d'une partie au conflit
- Non envoyée officiellement par un État

Pour les mercenaires subsahariens, principalement soudanais et tchadiens, l'ajustement a été particulièrement brutal. N'étant plus employés par l'ANL et exclus des champs de bataille officiels, beaucoup se sont tournés vers les économies informelles ou criminelles⁵. Certains se sont lancés dans le banditisme, la contrebande ou le racket indépendant. D'autres ont endossé des rôles auxiliaires dans la logistique des mines d'or ou la sécurité des convois. Le long des routes transsahariennes reliant Kufra, Sabha et la frontière tchadienne, ces combattants sont restés actifs, non comme soldats, mais comme acteurs transactionnels dans une économie de zone grise. Une partie des groupes du Darfour a toutefois continué à bénéficier d'un soutien extérieur. Les commandants de mouvements tels que l'Armée de libération du Soudan/Minni Minawi (SLA/MM), le Rassemblement des forces de libération du Soudan, l'Armée de libération du Soudan/ Conseil de transition, l'Armée de libération du Soudan/Abdel Wahid et le Conseil de Réveil Révolutionnaire Soudanais (SRAC) ont négocié avec des représentants des Émirats arabes unies (EAU) en Libye, obtenant des paiements et un soutien logistique canalisé par l'ANL, qui en conservait une part⁶. Ces arrangements ont permis à ces groupes de maintenir une présence continue aux postes de contrôle et dans les bases du sud de la Libye, tandis que d'autres se tournaient vers les marchés illicites.

Au Tchad, une reconfiguration parallèle a suivi l'Accord de paix de Doha de 2022, qui visait à intégrer les factions rebelles comme le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), l'Union des forces pour la démocratie et le développement-Fondamentale (UFDD-F) et le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) dans les processus politiques officiels⁷. La mise en œuvre de l'accord a toutefois été partielle et inégale. Plusieurs groupes se sont fragmentés et certains combattants ont réintégré la vie civile ou ont été absorbés par les forces étatiques⁸. D'autres, notamment le FACT, ont rejeté l'accord dans son intégralité⁹. Même parmi les signataires, la démobilisation est restée largement négligeable. Leurs combattants, souvent organisés selon des critères ethniques ou de parenté, ont conservé leur accès aux armes, leur connaissance du terrain et leurs liens avec les réseaux de contrebande. Dans l'extrême nord du Tchad, en particulier dans la région du Tibesti où le contrôle de l'État est le plus faible, les activités de ces acteurs alternaient entre sécurisation des convois, courtage d'armes et prestations de services de protection, s'insérant dans les économies locales (souvent illicites)¹⁰.



La cérémonie d'ouverture du dialogue national inclusif au Tchad, le 20 août 2022. Les réunions ont été précédées d'un accord de paix, le 8 août 2022, qui a permis la participation d'un certain nombre de groupes rebelles. © Aurelie Bazzara-Kibangula/AFP via Getty Images

Sud de la Libye : (re)consolidation post-conflit

Entre 2021 et début 2023, les réseaux de trafic d'armes dans le sud de la Libye opéraient de manière discrète mais toujours significative, leurs activités de plus en plus influencées par l'ANL. Sebha, longtemps principale plaque tournante de l'économie des armes du Fezzan, restait active, mais a fait l'objet d'une surveillance accrue à mesure que l'ANL cherchait à contenir les réseaux quasi autonomes. Jusqu'à la fin de l'année 2021, l'économie des armes de Sebha était dominée par Massoud Jeddi, commandant Awlad Suleiman à la tête de la 116^e brigade. Établi dans la base aérienne de Tamanhint, il gérait les flux transfrontaliers d'armes et de mercenaires tchadiens pour le compte de l'ANL¹¹, opérant avec un haut degré d'autonomie malgré cette affiliation.

Cet arrangement a pris fin en septembre 2021, lorsque Khalifa Haftar a ordonné le démantèlement de la 116^e brigade dans le cadre de la tentative plus large de Saddam Haftar de centraliser les économies illégales dans le Fezzan¹². L'expulsion violente de Jeddi de Sebah plus tard cette année-là a perturbé les filières bien établies¹³, l'a dépouillé de ses bastions et a ouvert la voie à d'autres acteurs alignés sur l'ANL pour imposer une chaîne de commandement plus centralisée et verticalement intégrée¹⁴.

Dans la foulée, la brigade Tariq Bin Ziyad a consolidé sa présence, imposant une structure de commandement verticalement intégrée qui plaçait les mouvements d'armes sous la supervision stricte de l'ANL. À partir de ce moment, tous les flux nord ou sud depuis Sebha devaient passer par les canaux de l'ANL. D'autres trafics (carburant, drogues, migrants) étaient tolérés mais soumis à des taxes, ce qui assurait à l'ANL une source de revenus réguliers sans les contraintes logistiques ni les risques réputationnels d'une gestion directe. Cette réaffirmation du contrôle sur Sebha a permis que l'ANL devienne, dès 2022, le principal gardien de l'économie du trafic dans le Fezzan. Par la suite, les corridors environnants se sont adaptés à ce nouveau paysage.

À Kufra, la brigade Subul al-Salam, ancrée dans la communauté zway, a consolidé son emprise sur la logistique transfrontalière. Ses liens privilégiés avec le commandement Haftar ont été renforcés par des liens de parenté, notamment l'ascendance maternelle zway de Khalifa Haftar. Alors que Subul contrôlait les principales routes menant au Soudan¹⁵, des trafiquants toubou déplacés de Kufra après 2016 ont réactivé des voies plus à l'ouest, en particulier autour de Rebiana. En 2021, certaines de ces routes liées aux Toubou ont commencé à connaître une reprise d'activité, la focalisation de l'ANL sur Sebha ayant permis aux Toubou de réactiver le corridor. Il est intéressant de noter que des officiers de rang intermédiaire des FSR – certains d'origine gorane¹⁶ – ont coopéré avec des trafiquants toubou dans un cadre commercial¹⁷. Ces arrangements, souvent fondés sur des liens ethniques partagés entre les communautés gorane et toubou, ne représentaient pas un changement de politique des FSR, mais plutôt des efforts localisés pour tirer profit de nouvelles sources de revenus.

Subul al-Salam, pour sa part, a également conservé ses liens de longue date avec des acteurs armés soudanais, dont des rebelles darfouriens, des éléments des FSR et d'anciens agents des services soudanais de renseignement et de sécurité (NISS). Ces relations s'étaient forgées entre 2015 et 2018, lorsque Subul coordonnait ses actions avec les services de sécurité de l'État pour contenir l'activité rebelle et les mouvements transfrontaliers dans le cadre de la tentative de stabilisation du Darfour¹⁸. À l'époque, Subul opérait en parallèle avec des acteurs liés aux FSR et au NISS autour de Kufra, assumant un titre quasi officiel d'unité chargée du contrôle des frontières¹⁹. Bien que limitée dans son ampleur, cette première phase de coordination a jeté les bases d'un commerce discret de carburant et d'armes légères avec des intermédiaires darfouriens durant la période pré-guerre. Par la suite, tant les réseaux toubou que zway au sein des FSR – chacun reposant sur des fondations distinctes – ont contribué à soutenir la reconfiguration logistique rapide de la région lorsque la guerre au Soudan a éclaté en 2023.

Plus à l'ouest, l'axe Murzuq–Qatrūn demeurait un couloir important pour le trafic et la logistique des groupes rebelles. Le corridor était historiquement dominé par des intermédiaires toubou, qui coordonnaient le transport d'armes légères, de carburant et de cargaisons mixtes, souvent stockés dans des caches dissimulées au sein de concessions familiales, de garages aménagés ou de dépôts de carburant afin d'éviter toute détection²⁰. Ces flux étaient généralement organisés en petites cargaisons pour minimiser les risques, reflétant à la fois la nature opportuniste de ce commerce et la menace persistante d'interceptions par des unités non-toubou de l'ANL. Qatrūn et, dans une moindre mesure, Tajarhi, servaient de points de transit et de redistribution stratégiques, où les cargaisons étaient assemblées, dissimulées puis réacheminées. De là, des routes menaient directement vers le nord du Tchad, établissant de solides liens logistiques avec les zones de repli des rebelles telles que Kouri Bougoudi et les montagnes Kilinje.

Pour les groupes armés tchadiens, le corridor revêtait une importance stratégique vitale. Le FACT, le CCMSR et l'UFDD maintenaient tous une présence active autour de Murzuq et de Qatrūn, tirant parti de la proximité des Toubou pour déplacer des effectifs et du matériel à travers la frontière tchado-libyenne²¹. La disponibilité de sites de stockage informels et la possibilité de mêler les cargaisons à des flux licites et illicites ont assuré à ces groupes flexibilité et résilience. Kouri Bougoudi constituait à la fois une bouée de sauvetage économique (grâce à l'exploitation aurifère) et un point de consolidation pour les combattants et le matériel²². La chaîne de montagnes Kilinje servait aussi de zone de repli grâce à ses avantages topographiques qui rendaient difficile pour les forces gouvernementales tchadiennes de déloger les unités rebelles.

La supervision de l'ANL dans cette région est restée limitée. Les relations avec les factions toubou étaient marquées par une méfiance de longue date et des chaînes de commandement fragmentées, qui ont limité la capacité de l'ANL à imposer le type d'autorité centralisée exercée à Sebha²³. Si l'ANL exerçait un contrôle nominal, dans la pratique elle s'appuyait sur des accords sélectifs avec des acteurs locaux, tolérant un certain degré d'autonomie en échange d'une reconnaissance tacite de sa suprématie. Il en résultait un corridor fonctionnant avec une relative indépendance, mais toujours dans l'ombre de l'autorité de Saddam Haftar.

Le corridor Ubari–Ghat revêtait aussi une importance clé durant la période d'avant-guerre, les réseaux touareg dominant la région et facilitant les flux en direction du sud autour de la passe de Salvador²⁴. Les groupes touareg – forts de leur connaissance du désert et de leurs liens de parenté et commerciaux anciens s'étendant dans le nord du Mali et au Niger – opéraient avec un certain degré d'autonomie locale. Les convois d'armes et de carburant en provenance de Cyrénaïque ou du nord de la Libye étaient souvent dirigés vers Sebha, où les cargaisons étaient réparties : une partie était acheminée par les réseaux touareg vers l'ouest, en passant par Ubari et Ghat, en direction de la passe de Salvador, tandis que de plus petits volumes étaient expédiés au sud, vers Murzuq, via les réseaux toubou. Si les intermédiaires touareg ne contrôlaient généralement pas directement les stocks, ils assuraient le passage aux postes de contrôle, organisaient la protection des convois et facilitaient la poursuite des déplacements en coordination avec les commandants locaux et les intermédiaires logistiques. Sebha, qui servait de nœud principal pour la consolidation et les acheminements sous la supervision de l'ANL, fonctionnait comme le centre logistique où les cargaisons étaient regroupées et tarifées avant d'être aiguillées vers l'un ou l'autre des corridors.

Début 2023, le tableau qui se dessinait était celui d'une centralisation à Sebah, d'une autonomie sélective dans les corridors périphériques et de points de contact croissants avec les acteurs soudanais. Les forces de l'ANL étaient parvenues à renforcer leur emprise sur l'économie du trafic dans le sud de la Libye, en tirant des rentes tout en gardant la possibilité de nier leur implication. Mais elles supervisaient également un système dans lequel les liens de Subul al-Salam avec des groupes armés soudanais, la coopération des Toubou avec des intermédiaires liés au Tchad, et les connexions des réseaux touareg avec la région trans-sahélienne maintenaient la logistique du Fezzan arrimée à des marchés régionaux plus larges. Ces liens transactionnels ne constituaient pas encore des filières de grande envergure, mais ils ont établi des relations et des pratiques qui se sont révélées décisives lorsque le conflit au Soudan a éclaté²⁵.

En ce sens, les années 2021-2023 ont marqué une reconfiguration historique de l'économie du trafic du sud libyen. L'éviction de Jeddi et la prise de contrôle de Sebha par les forces de l'ANL ont marqué la fin d'une ère d'autonomie fragmentée. Une architecture plus centralisée lui a succédé, conférant au commandement de l'ANL un levier sur les flux vers le nord comme vers le sud, tout en continuant de s'appuyer sur des intermédiaires locaux à Kufra, Murzuq et Ubari. En parallèle, des relations commerciales opportunistes avec des acteurs liés aux FSR et des liens anciens avec des groupes armés soudanais ont assuré que ces corridors soient déjà en mesure de se réorienter rapidement vers le Soudan dès l'apparition d'une nouvelle demande.

Tchad : rebelles, or et réseaux de trafic d'armes

Entre 2021 et début 2023, la logistique des armes au Tchad était structurée autour des réseaux de courtage localisés, implantés dans les champs aurifères, les bourgs commerciaux et les zones frontalières reculées. Les volumes étaient modestes par rapport aux années ultérieures, mais cette période fut formatrice. Elle a consolidé les centres névralgiques et les relations qui ont par la suite alimenté la guerre au Soudan. La mort du président Idriss Déby en avril 2021 a initialement fait craindre une avancée majeure des rebelles sur N'Djamena, mais un équilibre fragile s'est finalement instauré. Le gouvernement de transition dirigé par Mahamat Idriss Déby a réagi avec une stratégie duale : un effort de rapprochement politique avec les groupes d'opposition, combiné à une coercition ciblée. Fin 2021, les forces tchadiennes ont coordonné leurs actions avec l'ANL pour limiter la présence d'auxiliaires étrangers dans le Fezzan, notamment des combattants du FACT²⁶. Ces pressions, ainsi que les négociations facilitées par le Qatar qui ont abouti à l'accord de paix de Doha en août 2022, ont permis d'empêcher des violences à grande échelle. Pourtant, les réseaux de trafic d'armes sont restés actifs en sous-main, reliant la circulation des armes aux économies minières aurifères, aux liens de parenté et aux structures mercenaires.

En 2021, d'anciens combattants et auxiliaires déplacés depuis la Libye – notamment du CCMSR, du FACT, de l'UFDD et des combattants Toroboro – se sont redéployés à Kouri Bougoudi et dans les zones aurifères environnantes²⁷, cherchant à gagner leur vie comme intermédiaires, escortes et prestataires de services de protection. Le nord est devenu le point d'ancrage naturel de ces groupes : le terrain montagneux du Tibesti, ses frontières poreuses et ses champs aurifères lucratifs offraient à la fois un refuge et des opportunités économiques. En revanche, l'est du Tchad, plus proche du contrôle sécuritaire des autorités tchadiennes, était dominé par des courtiers issus des réseaux politiques et commerciaux zaghawa proches du régime Déby²⁸,

plutôt que par des sous-clans mercenaires comme les Toroboro. Dans cette région, la facilitation du trafic d'armes était endossée par des intermédiaires liés à l'État, et non par des combattants itinérants.

Durant cette période, le trafic d'armes était organisé autour de trois corridors géographiques qui se chevauchaient. Le premier reliait la Libye à la région du Tibesti, où de petites cargaisons entraient par Murzuq ou Qatrun, puis étaient acheminées vers le sud le long des pistes désertiques jusqu'au Tibesti. Les armes étaient généralement réparties en lots, dissimulées dans des concessions familiales, des garages ou des dépôts de carburant, et souvent mêlées à des cargaisons de carburant ou de drogue. Les combattants toroboro, forts de leur réputation d'escortes aguerries, travaillaient aux côtés d'intermédiaires toubou pour assurer la sécurité et garantir que les cargaisons atteignaient bien les points de redistribution tels que Kouri Bougoudi et les montagnes Kilinje, dans le massif du Tibesti.

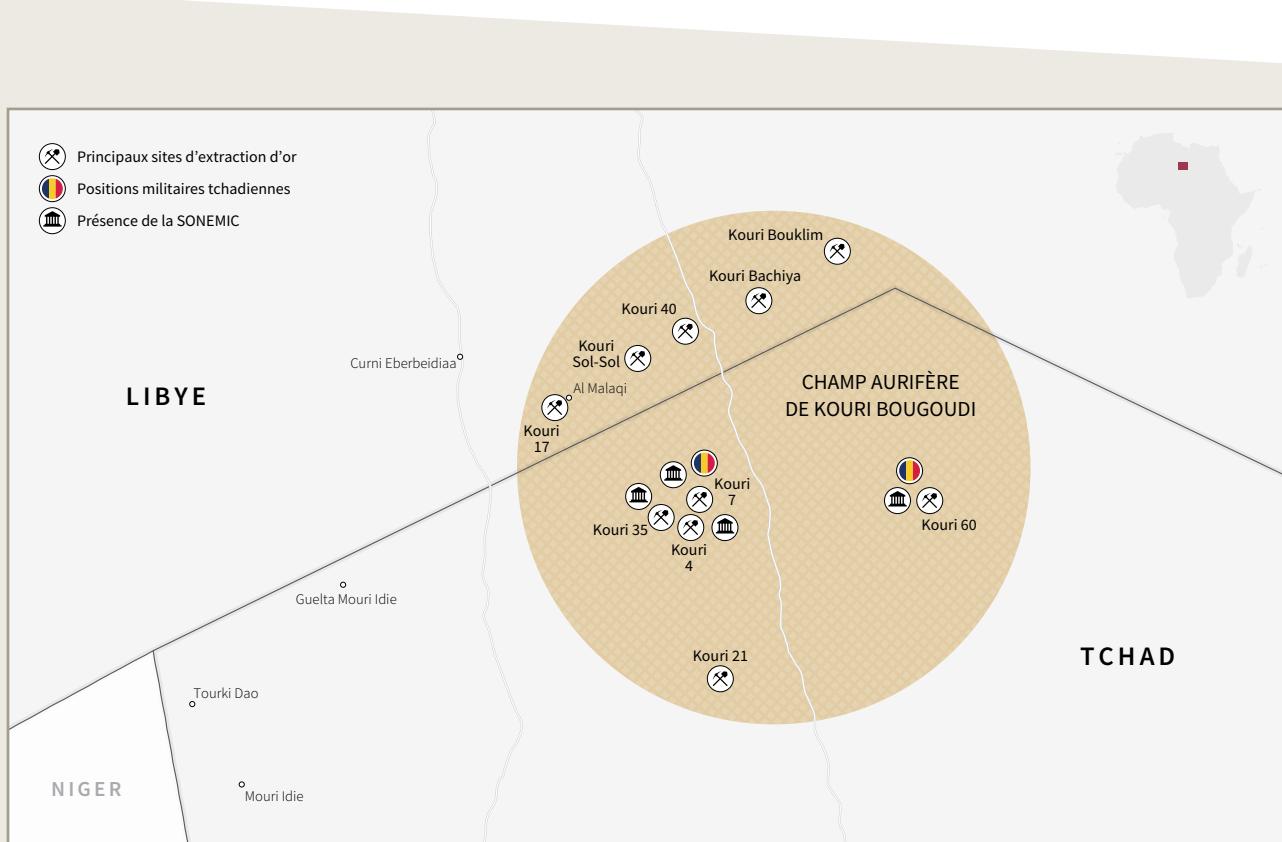


FIGURE 1 Le champ aurifère de Kouri Bougoudi, au Tchad, chevauche la frontière avec la Libye et est divisé en plusieurs sites d'extraction d'or.

Si le Tibesti concentrat l'attention, le deuxième corridor, reliant le Soudan à l'est du Tchad, maintenait durant la même période ses propres flux à petite échelle. Des villes frontalières comme Adré, Tiné et Bahay servaient de points de collecte pour les armes excédentaires provenant du Darfour. Après l'accord de paix de Juba de 2020²⁹, des rebelles darfouriens rentrés au Soudan ont réduit leurs effectifs et liquidé leurs armes, en les vendant contre de l'argent sur ces marchés. Les intermédiaires zaghawa ont rassemblé ces armes et les ont déplacées vers l'ouest, à Kalait, où elles ont rejoint les convois toubou se dirigeant vers le nord, dans le Tibesti, ou vers l'ouest, en direction du Niger et du Mali. Comme ailleurs dans la région, les armes voyageaient rarement seules. Elles étaient intégrées à des convois transportant du carburant, de la nourriture et du matériel minier, protégés par des arrangements fondés sur des liens de parenté et négociés par des intermédiaires. Contrairement au Tibesti toutefois, l'est tchadien n'était pas une plaque tournante pour les mercenaires : le commerce y était dominé par des courtiers et des acteurs commerciaux, tandis que les anciens rebelles restaient en marge.

Un troisième axe était directement centré sur l'économie aurifère, avec des convois miniers transportant des armes ainsi que de la nourriture et d'autres marchandises. L'épicentre de ce corridor était le Tibesti et les montagnes Kilinje.

Ces réseaux n'étaient pas des filières rigides mais des réseaux souples, s'adaptant aux évolutions politiques tout en maintenant la continuité du commerce. Fin 2021, Kouri Bougoudi était devenu le centre névralgique de ce système. Des combattants du CCMSR et du FACT, qui n'étaient plus rémunérés par l'ANL pour leurs services de mercenaires, se sont fermement implantés dans les mines, percevant des rentes, facilitant les flux d'armes et recrutant³⁰. Pour beaucoup, l'exploitation minière constituait un moyen de subsistance alternatif à une époque où il devenait de plus en plus difficile de survivre comme mercenaire ou combattant rebelle en Libye – même si certains cadres conservaient l'ambition, à long terme, de futures incursions vers N'Djamena³¹. Leur présence brouillait la frontière entre activité mercenaire et courtage commercial. Des membres toroboro se sont également redéployés dans les champs aurifères, offrant des services de protection et s'intégrant aux mêmes réseaux qui liaient la circulation des armes aux rentes minières. Toujours dominé par des facilitateurs touhou disposant de liens familiaux solides de l'autre côté de la frontière libyenne, Kouri Bougoudi est devenue une zone où convergeaient les revenus de l'or, le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires.

La volatilité de cet environnement a été mise en évidence en mai 2022, lorsque des violences intercommunautaires ont éclaté à Kouri Bougoudi. Un différend entre des mineurs arabes et tama a dégénéré en affrontements qui ont fait plus de 100 morts³², avec des preuves crédibles de l'implication de rebelles³³. Les tensions locales ont été aggravées par les héritages transnationaux de la guerre au Darfour, durant laquelle les communautés tama et arabes ont soutenu des factions opposées. La présence de rebelles armés tchadiens, dont beaucoup n'étaient que partiellement démobilisés et cherchaient à gagner leur vie grâce à l'exploitation minière, a amplifié l'ampleur des violences.

Les autorités tchadiennes ont réagi en fermant le champ aurifère, craignant une aggravation de l'instabilité³⁴. Cette mesure a perturbé temporairement le trafic d'armes, mais n'a pas démantelé les réseaux sous-jacents, qui ont déplacé leurs opérations vers des zones voisines dans le Tibesti. En même temps, N'Djamena a redoublé d'efforts dans son approche politique, qui a abouti à l'accord de paix de Doha en août 2022. Cependant, les forces les plus structurées (FACT et CCMSR) ont refusé de signer l'accord, maintenant leur autonomie logistique dans le Tibesti. Leur absence d'adhésion à l'accord signifiait que les acteurs disposant des infrastructures transfrontalières les plus solides restaient en dehors du contrôle de l'État tchadien.



Le cimetière de Kouri 35 dans la région du Tibesti, au Tchad, où, selon les estimations, des milliers de mineurs, commerçants et combattants mercenaires ont été enterrés depuis 2013. Des cimetières similaires existent sur une vingtaine de sites miniers dans le Tibesti et dans le sud de la Libye, reflétant le lourd tribut payé par les jeunes Tchadiens du fait des conflits locaux. Photo: *Tous les Tchadiens du monde, Facebook*

En octobre 2022, le gouvernement a décidé de rouvrir Kouri Bougoudi dans un nouveau cadre, déployant des forces armées et l'agence minière nationale, la Société nationale d'exploitation minière et de contrôle (SONEMIC), pour réglementer l'extraction³⁵. Cela permettait à N'Djamena d'affirmer son autorité sur le site, mais son application est restée faible. Dans la pratique, un contrôle hybride s'est instauré : les groupes armés et les intermédiaires touhou exerçaient le contrôle au jour le jour, tandis que l'État percevait une partie des revenus et revendiquait un droit de supervision. Cet arrangement témoignait d'un pragmatisme calculé. Une répression totale risquait de déclencher une rébellion dans une zone que l'État ne pouvait pacifier totalement, tandis que tolérer un contrôle partiel des rebelles permettait aux autorités de surveiller et de coopter certains flux³⁶. Le résultat fut un compromis dans lequel le trafic d'armes pouvait se poursuivre à petite échelle, à l'abri de l'État.

Le calme avant la tempête

Début 2023, l'économie des armes au Tchad s'est stabilisée dans un équilibre fragile. Dans le nord, Kouri Bougoudi a vu s'enraciner un système hybride où l'État cohabitait difficilement avec les rebelles dans la région du Tibesti. Dans l'est, les intermédiaires zaghawa maintenaient de faibles flux en provenance du Soudan, qui convergeaient à Kalait avant de rejoindre les routes du Tibesti. Dans ces zones, les mercenaires déplacés depuis la Libye sont devenus des acteurs centraux, se repositionnant comme des courtiers et facilitateurs au sein des économies aurifères. Malgré les volumes modestes en circulation, l'infrastructure était durable, façonnée par les revenus miniers, la mobilisation des mercenaires et le courtage basé sur les liens de parenté.

Ce qui a caractérisé cette période de calme n'était pas l'absence d'activité, mais son caractère localisé et commercial. Le commerce des armes s'inscrivait dans les économies aurifères et était soutenu par des éléments d'anciens groupes rebelles ayant su s'adapter aux nouvelles réalités politiques. Les mercenaires n'étaient pas seulement des vecteurs logistiques, mais aussi des forces déstabilisatrices, alimentant l'instabilité partout où ils s'enracinaient. Il n'y avait pas d'implication systématique des FSR ou des SAF, ni de chaîne d'approvisionnement militarisée à grande échelle. À la place, des intermédiaires soudanais et des courtiers darfouriens réalisaient des échanges discrets avec des acteurs libyens à Kufra et des facilitateurs tchadiens dans les zones aurifères. Ces liens sont restés discrets, mais ils préfiguraient les corridors logistiques qui ont pris de l'ampleur avec la guerre au Soudan. En 2023, l'économie des armes au Tchad se trouvait dans un équilibre fragile – commercial, opportuniste et hybride – prête à se développer lorsque le conflit voisin s'est intensifié.

Les mercenaires comme vecteurs de prolifération et de violence

Le groupe de travail des Nations unies sur les mercenaires (UNWG-M) a identifié quatre principales filières par lesquelles les acteurs mercenaires façonnent le trafic et la prolifération des armes : l'approvisionnement facilité par les États, le détournement de stocks, le courtage illicite et la circulation au sein des réseaux mercenaires eux-mêmes³⁷. Ces filières ne sont pas des catégories abstraites, elles reflètent exactement les dynamiques observées dans le corridor Libye-Tchad-Soudan. Prises ensemble, elles expliquent pourquoi les mercenaires ne sont pas des acteurs marginaux mais des multiplicateurs structurels de l'insécurité. Les flux d'armes fusionnent avec le mouvement des combattants, de sorte que chaque transfert de matériel risque de devenir un vecteur de violence supplémentaire.

En Libye et au Tchad, chacune de ces filières s'est matérialisée de façon distincte tout en restant interconnectée, illustrant comment les circuits qui alimentent la guerre au Soudan ont simultanément introduit de nouveaux risques de prolifération et de violence dans l'ensemble de la région.

L'approvisionnement d'armes facilité par les États

L'UNWG-M souligne que les flux d'armes facilités par les États, même lorsqu'ils sont légaux, sont souvent détournés vers des groupes mercenaires. En Libye, cette logique est visible depuis plus d'une décennie : les transferts contournant l'embargo, arrivant à Benghazi ou Kufra, ne s'arrêtent pas aux structures de commandement de l'ANL, mais se diffusent en cascade jusqu'aux auxiliaires tchadiens, aux milices darfouriennes et aux combattants soudanais. De sorte que les armes sont devenues un élément central de la structure d'incitation au recrutement. Plutôt que de servir à stabiliser les unités officielles, les flux d'armes fonctionnent comme une monnaie liant les combattants itinérants à leurs parrains de guerre. C'est précisément ce que le groupe de travail des Nations unies sur les mercenaires désigne comme « zone grise », cette zone où les chaînes d'approvisionnement nominalement étatiques se confondent avec celles des mercenaires. Le risque à long-terme est qu'une fois que les États normalisent ce détournement, la démobilisation ou le désarmement deviennent presque impossible : les combattants considèrent les armes non comme des biens de l'État, mais comme des possessions personnelles qui les accompagnent.

Détournement des stocks

Le détournement apparaît comme une vulnérabilité structurelle dans les zones de conflit, notamment lorsque la gouvernance s'effondre ou que les dépôts sont mal sécurisés, sans parler des situations où des États tiers utilisent ces zones comme terrains d'affrontement pour des guerres par procuration et pour transférer des armes. Au Soudan, les saisies par les FSR des stocks des SAF au Darfour ont confirmé ce risque, les combattants mercenaires agissant à la fois comme consommateurs et revendeurs du matériel saisi. Une fois arrivées au Tchad, les armes sont rapidement dispersées à l'extérieur (voir plus loin la section intitulée « Flux sortants d'armes : détournements, revente et retombées »). Le résultat n'a pas été une hausse des prix due à une pénurie, mais plutôt la création de marchés à plusieurs niveaux où les coûts reflétaient les risques logistiques et l'arbitrage mercenaire. Ce schéma met en lumière une tendance plus large : les mercenaires accélèrent le détournement non seulement par le pillage, mais aussi en garantissant les infrastructures nécessaires à la revente. Le détournement est rarement ponctuel ; il s'agit plutôt d'un phénomène en cascade. Plus le conflit soudanais perdure, plus le détournement deviendra une pratique courante plutôt qu'exceptionnelle.

Courtage et facilitation

Les courtiers liés aux mercenaires brouillent les frontières de la légalité en opérant dans un espace opaque, entre transferts légaux et trafic criminel. De façon générale, des sociétés écrans ou des zones franches sont souvent impliquées. Au Sahel, cette fonction de courtage est assurée par des réseaux familiaux et des alliances entre milices. Des figures comme Saleh « Anakazi » Abdelkarim Habré ou Mohamed Bakhit Adjit illustrent parfaitement cette dynamique. Ceux-ci ne se contentaient pas de combattre, mais facilitaient également la circulation de convois de munitions, d'armes, de carburant et de main-d'œuvre, alliant protection et facilitation. Ce double rôle – d'acteur violent et d'intermédiaire logistique – est essentiel pour comprendre la manière dont se manifeste la prolifération. Il transforme le trafic d'une économie clandestine en une économie ouvertement violente, où la protection des convois se double d'une contestation territoriale. Ce type de courtage inscrit la prolifération au cœur de l'économie politique des zones frontalières : elle cesse d'être une dérive criminelle et devient le mécanisme par défaut des économies de guerre.

Échanges mercenaires illicites

L'une des manifestations les plus tangibles des préoccupations du groupe de travail des Nations unies sur les mercenaires réside dans l'intégration des mercenaires eux-mêmes comme vecteurs de circulation des armes. Les rebelles tchadiens et les auxiliaires soudanais n'ont pas seulement été des destinataires d'armements, ils sont également devenus des agents de leur revente et de leur redistribution. Les combattants recrutés par l'ANL lors de phases antérieures conservaient souvent

l'accès aux stocks d'armes entreposés dans le sud de la Libye, permettant leur infiltration progressive dans les circuits commerciaux après leur redéploiement. En 2024-2025, des contractants colombiens recrutés par des sociétés de sécurité privées liées aux Émirats arabes unis ont été acheminés vers le Darfour via Benghazi, Kufra et Amdjarass (voir la section « Limiter les dégâts grâce à de nouveaux noeuds stratégiques, ponts aériens et renforts »). Ils sont arrivés avec leurs propres équipements, fusils et matériel de communication, illustrant la façon dont la mobilisation mercenaire peut directement introduire des nouveaux systèmes d'armes sur les marchés régionaux.

Effets cumulatifs

Le déplacement des mercenaires est essentiel pour comprendre comment la guerre au Soudan a transformé le trafic régional. Les flux d'armes et de combattants ne sont pas des phénomènes parallèles, mais étroitement imbriqués : les combattants arrivent souvent déjà armés, assurent la protection des convois et agissent comme courtiers ou comme gardiens des points de passage stratégiques aux frontières. Leur itinérance fait que les armes voyagent avec eux d'un théâtre à l'autre, abolissant la distinction entre champs de bataille et marchés.

Les quatre mécanismes par lesquelles les mercenaires façonnent la prolifération apparaissent rarement de manière isolée. Dans les zones frontalières entre la Libye, le Tchad et le Soudan, ils se superposent et se renforcent mutuellement : les livraisons facilitées par les États ont constitué la base matérielle du recrutement mercenaire ; la saisie ou le détournement de stocks d'armes ont créé des incitations à la revente et au troc ; enfin, ce type de courtage, assuré par des acteurs ancrés dans les réseaux locaux, a institutionnalisé des systèmes de convois

mêlant armes, carburant et combattants. Ces dynamiques ont créé des chaînes d'approvisionnement qui servent à la fois de marchés et d'infrastructures de conflit.



La brigade Subul al-Salam sous le commandement de l'ANL est déployée pour patrouiller la zone du triangle frontalier entre la Libye, le Soudan et le Tchad, septembre 2023. Photo: Page Facebook officielle Subul al-Salam.

L'effet cumulatif a été la consolidation des circuits collatéraux, c'est-à-dire des systèmes logistiques dans lesquels les armes et les combattants circulent ensemble, sans tenir compte des structures formelles de commandement. Même si l'intensité de la guerre au Soudan venait à diminuer, ces circuits devraient perdurer, dans la mesure où les groupes mercenaires continuent de se redéployer les armes à la main et de monétiser leurs stocks excédentaires au sein d'économies illicites. En ce sens, les mercenaires agissent comme des vecteurs durables non seulement de prolifération, mais aussi de la violence elle-même, propageant l'insécurité au-delà des frontières bien après que les lignes initiales du conflit se sont déplacées. ■



Flux d'armes entrants : reconfiguration régionale en temps de guerre

Le déclenchement de la guerre au Soudan en avril 2023 a perturbé l'équilibre logistique qui régnait jusque-là les flux transfrontaliers passant par la Libye et le Tchad. À mesure que les affrontements se sont étendus de Khartoum au Darfour, les réseaux préexistants ont été activés puis reconfigurés, la Libye et le Tchad assumant des rôles distincts mais complémentaires dans la chaîne d'approvisionnement des FSR durant la guerre³⁸. Dans un premier temps, l'est de la Libye – en particulier Kufra – semblait appelé à devenir l'épine dorsale du réapprovisionnement des FSR. Cependant, des perturbations opérationnelles à l'intérieur du Soudan ont rapidement déplacé le centre de gravité vers le Tchad, où Amdjarass s'est imposée comme un nouveau hub, soutenu par l'appui des Émirats arabes unis et la facilitation tacite de l'État tchadien.

Approvisionnements initiaux via Kufra

Au lendemain du déclenchement de la guerre, l'irruption des combats n'a pas tant créé de nouvelles lignes d'approvisionnement qu'elle n'a réactivé et réorienté des canaux en place depuis des années. À cet égard, Kufra était bien positionnée pour s'imposer comme un nœud stratégique du réapprovisionnement des FSR, précisément car ses réseaux avaient perduré durant la période de calme précédent la guerre, soutenus par la dépendance de longue date de l'ANL à l'égard de soutiens extérieurs et par sa tolérance vis-à-vis des dispositifs logistiques contournant l'embargo³⁹.

Dans les mois ayant précédé le conflit, l'aéroport de Kufra, longtemps désaffecté, a été discrètement remis en service sous le couvert officiel de la desserte du trafic civil⁴⁰. Bien que sa réouverture progressive ait été présentée comme une initiative civile, la piste a accueilli des vols non-commerciaux en provenance des Émirats arabes unis quelques jours seulement après le début de la guerre⁴¹. Une forte présence de l'ANL a également été observée dans l'enceinte et aux alentours de l'aéroport à cette période, renforçant les soupçons selon lesquels ce dernier était désormais utilisé comme un hub pour des transferts discrets, avec la complicité de l'ANL.

La 128^e brigade de Hassan al-Zadma, unité clé de l'ANL connue de longue date pour employer des mercenaires soudanais, a joué un rôle déterminant dans ces transferts contournant l'embargo. Début avril 2023, la brigade a renforcé le dispositif de l'aéroport de Kufra, où le matériel militaire était déchargé et sécurisé avant d'être organisé en convois. Le transfert ultérieur vers le sud, en direction du point de passage frontalier d'Aïn Kaziyet, était facilité par des combattants soudanais affiliés à la 128^e brigade. Ceux-ci acheminaient les cargaisons jusqu'à la frontière où elles étaient alors prises en charge par des unités des FSR⁴².

Un capitaine des FSR a été spécialement redéployé d'El Geneina vers la frontière libyenne pour récupérer ces livraisons, ce qui témoigne d'une coordination au niveau du commandement⁴³.

Aux côtés de la 128^e brigade, Subul al-Salam, basée à Kufra, a joué un rôle central dans la définition du rôle de la ville au début de la guerre. Opérant sous l'autorité nominale de l'ANL, Subul al-Salam contrôlait des éléments stratégiques de la logistique locale de Kufra, notamment les dépôts de carburant, les routes désertiques et le point de passage d'Aïn Kaziyet. En avril 2023, Subul a facilité le transfert officiel de ce poste-frontière aux FSR⁴⁴. La brigade a donc été déterminante pour l'acheminement de carburant⁴⁵, de véhicules et de munitions vers le Darfour⁴⁶, s'appuyant sur ses liens d'avant-guerre avec les FSR dans le domaine de la contrebande et tirant parti de son contrôle de la zone frontalière triangulaire⁴⁷.

Ces activités illustrent la façon dont Kufra s'est rapidement imposée comme un centre d'approvisionnement en temps de guerre, ainsi que les raisons pour lesquelles Kalifa Haftar était largement perçu comme soutenant l'un des camps dans le conflit soudanais⁴⁸. Plus important encore, elles montrent également comment des circuits préexistants, facilités par l'État et entretenus au fil des années par des parrainages extérieurs et des intermédiaires locaux, ont été intégrés à la nouvelle économie de guerre.

Les racines profondes de la 128^e brigade

Fondée en 2016 par Hassan al-Zadma, membre de l'influente tribu arabe des Awlad Suleiman présente dans l'ensemble du Fezzan, la 128^e brigade est devenue au fil des années l'une des formations dominantes de l'ANL⁴⁹. Elle dispose aujourd'hui d'une présence significative dans le sud libyen, notamment à Sebha, Murzuq, Qatrana, Ubari et Ghat. Même avant le déclenchement de la guerre au Soudan, la brigade s'était imposée comme un acteur clé du modèle de contrôle encadré de l'ANL sur les corridors d'approvisionnement du sud. Après l'éviction de Massoud Jeddi, lui aussi issu de la tribu des Awlad Suleiman, al-Zadma et sa brigade ont effectivement supplanté l'influence de Jeddi dans le sud. Cette recomposition s'inscrivait dans la lignée des efforts de l'ANL pour ménager la tribu, consolider son contrôle territorial et maintenir la stabilité sociale par une gestion encadrée des équilibres tribaux. L'affiliation tribale d'al-Zadma et ses connexions régionales, s'étendant aux réseaux nigériens⁵⁰, soudanais et tchadiens, ont fait de lui un intermédiaire indispensable pour maintenir des accords tacites avec les acteurs implantés dans le sud⁵¹, en particulier les intermédiaires touhou et darfouriens⁵². Les racines de la 128^e brigade dans la tribu des Awlad Suleiman, son intégration de mercenaires tchadiens et soudanais⁵³, couplées à une certaine proximité avec les Touhou, lui ont permis d'opérer avec plus d'aisance dans les zones frontalières. Ces dynamiques ont ouvert la voie à son émergence comme un réseau crucial supervisant les flux d'armes et la protection de convois le long des routes reliant l'est du Tchad, Amdjarass et N'Djamena au Tibesti⁵⁴. Selon des entretiens menés pour cette étude et des rapports de l'ONU⁵⁵, entre 2023 et 2025, des unités sous l'autorité de la brigade ont facilité les mouvements d'armes liées au conflit soudanais, notamment par l'intermédiaire d'une entité subordonnée (le 77^e bataillon, dirigé par Mohamed Mezewghi) intégrée au dispositif de la 128^e brigade. Des informations provenant de sources ouvertes indiquent qu'al-Zadma est resté à la tête de la 128^e brigade jusqu'au début de l'année 2025, date à laquelle le groupe armé a été dissous et restructuré par décret de l'ANL⁵⁶.



Hassan al-Zadma, commandant de la 128^e brigade de l'ANL. Photo: page Facebook Harawa al-Hadath

Le jour même où Subul al-Salam a transféré le contrôle du poste-frontière d'Aïn Kaziyet aux FSR, l'utilité de ce corridor a été presque immédiatement compromise. Le 20 avril 2023, les SAF se sont emparées de la base des FSR « Shafir Lit' base » – plus connue localement sous le nom « Chevrolet » – près de Karab Toum⁵⁷. Cette perte a coupé la ligne d'approvisionnement des FSR qui passait par Aïn Kaziyet et forcé les convois à emprunter des pistes désertiques rarement utilisées au sud du triangle frontalier, où le terrain difficile limitait le viabilis de livraisons de volumes importants de matériel. Plus largement, l'offensive simultanée des FSR visant à s'emparer des bases aériennes de Merowe et d'El Obeid, en parallèle de leur assaut sur Khartoum, a été largement interprétée comme une tentative d'ouvrir des voies d'approvisionnement aériennes directes vers le Soudan, notamment depuis l'est de la Libye. Cependant, les revers presque simultanés essuyés à Merowe et Chevrolet ont fait échouer cette stratégie et affaibli davantage le rôle de Kufra comme point d'entrée le plus direct et le plus fiable vers le Darfour.

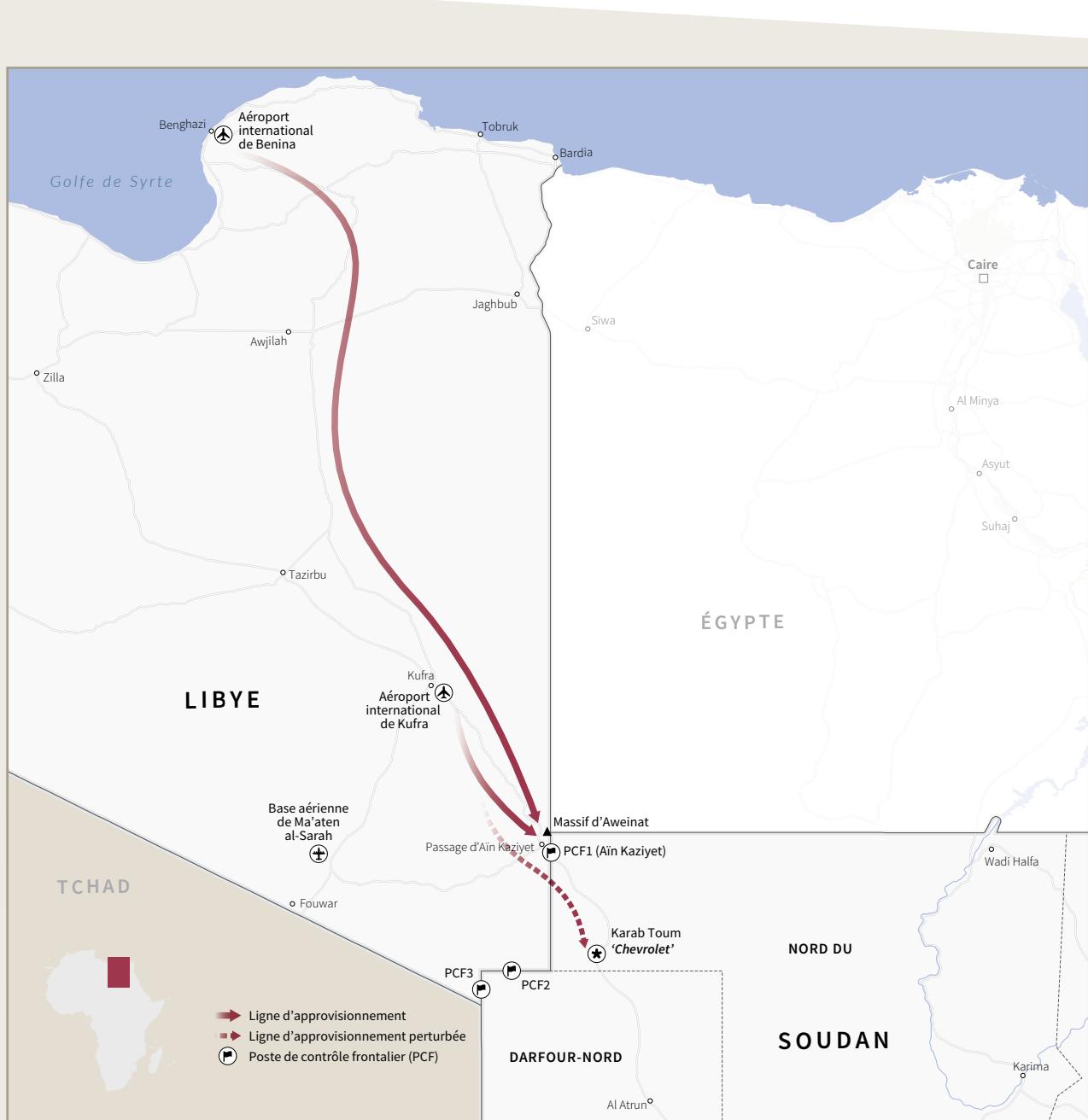


FIGURE 2 La ligne d'approvisionnement des Forces de soutien rapide, facilitée par l'ANL au début de la guerre au Soudan, a été perturbée par la prise de la base Chevrolet par les forces armées soudanaises, avril 2023.

Malgré ces revers, Kufra est restée un point de rassemblement clé pour les combattants, comme l'ont rapidement montré les signes d'une extension de l'influence des FSR en Libye. Le 27 avril, un convoi de 15 véhicules a quitté Sebha avec environ 30 à 40 combattants tchadiens du FACT, dont certains avaient déjà servi comme auxiliaires au sein de la brigade Tariq bin Ziyad de l'ANL. Se dirigeant vers le sud-est via Rebiana, puis en traversant le triangle frontalier vers le Soudan, ils auraient rejoint des positions des FSR près de Khartoum⁵⁸. Au cours des mois de mai et juin, d'autres groupes ont suivi, portant le nombre estimé de combattants tchadiens ayant rejoint les FSR entre 250 et 450⁵⁹. Leur mobilisation était moins motivée par des considérations idéologiques que par les perspectives de revenus, de pillage de matériel et d'influence politique. Beaucoup avait déjà de l'expérience dans l'escorte de convois et la contrebande transfrontalière, ce qui leur a permis de s'intégrer efficacement aux chaînes logistiques des FSR⁶⁰.

À la fin de l'été 2023, Kufra s'était adaptée à la nature prolongée de l'effort de guerre des FSR. Les livraisons d'armes ayant été réduites après la perte de la base Chevrolet, la ville est surtout devenue un point de transit discret de personnel – notamment de mercenaires tchadiens se rendant au Darfour – tout en assurant des flux réguliers de carburant, de véhicules et de matériel léger que les FSR se procuraient dans le sud de la Libye⁶¹. Durant cette période, Subul al-Salam a également rétabli une présence autour d'Aïn Kaziyet, cherchant avant tout à empêcher les groupes rebelles alignés sur les Zaghawa, notamment le SLA/MM, d'utiliser le même point de passage pour soutenir les positions des SAF. Bien que le volume global d'armes transitant par Kufra fût limité, les infrastructures et réseaux réactivés début 2023 ont perduré, ce qui a permis à la ville de rester un espace stratégique pour les déplacements transfrontaliers, tout en posant les bases de sa résurgence ultérieure comme hub logistique central en temps de guerre, lorsque les corridors passant par le Tchad ont été de plus en plus perturbés en 2024.



La faction Subul al-Salam au point de passage d'Aïn Kaziyet entre la Libye et le Soudan, septembre 2023.
Photo: Page Facebook officielle Subul al-Salam.

Amdjarass, un pivot logistique et politique

À partir d'août 2023, à mesure que les FSR perdaient du terrain dans l'ouest du Darfour et que l'axe de Kufra vacillait, les soutiens des FSR se sont de plus en plus tournés vers le Tchad. Un nouveau corridor est apparu, reliant Amdjarass au Darfour en passant par Bao et Kariari. Il fonctionnait officieusement mais avec une régularité croissante, constituant l'épine dorsale du système de réapprovisionnement des FSR. Sa viabilité reposait sur deux piliers : l'aval tacite des acteurs gouvernementaux tchadiens et des flux entrants constants de matériel émirati⁶². Cette évolution a été facilitée par la mise en place par les Émirats arabes unis d'un « hôpital de campagne » à Amdjarass en juillet 2023, officiellement destiné à venir en aide aux réfugiés soudanais. Pourtant, les infrastructures du site (abris pour avions, hangars et dépôts de carburant) trahissaient des ambitions logistiques plus larges⁶³. Des dizaines d'avions cargo en provenance des Émirats arabes unis ont été enregistrés, certains chargés de matériel militaire – tel que des armes, des drones, des munitions et du carburant – acheminé sous couvert d'aide humanitaire. Il est intéressant de noter que nombreux de ces vols étaient assurés par les mêmes transporteurs que ceux que les Nations unies avaient déjà accusés de transporter des armes émiratiées à destination de l'ANL en Libye⁶⁴, ce qui souligne la continuité des réseaux d'approvisionnement sur les deux théâtres d'opérations.



Image satellite Maxar de l'aéroport d'Amdjarass dans l'est du Tchad, près de la frontière soudanaise. En octobre 2023, la base servait au trafic d'armes transfrontalier vers le Soudan. © Maxar via Getty Images

En octobre 2023, Amdjarass s'était transformée en une base arrière complète. Elle accueillait des courtiers liés aux FSR, servait de point de rassemblement pour les convois et structurait les flux transfrontaliers d'armes vers le Soudan via Bao, Kariari et jusqu'à Zuruk⁶⁵, lieu de naissance du général Mohamed « Hemedti » Hamdan Dagolo, chef des FSR. Les véhicules, en particulier les pick-up, constituaient un élément central du réapprovisionnement des FSR, souvent acheminés en même temps que les armes. Selon une source basée au Tchad, cet arrangement aurait bénéficié de la complicité d'acteurs locaux tchadiens, incités par des financements émiratis, bien que ces informations n'aient pas pu être vérifiées⁶⁶. Dans leur ensemble, ces arrangements ont transformé Amdjarass en une plateforme logistique cruciale, supplantant Kufra comme principal corridor de réapprovisionnement des FSR vers le Darfour au cours du second semestre de l'année 2023.

La mobilisation des mercenaires a également accompagné ce basculement. Des dizaines de combattants tchadiens – certains alignés sur les FSR, d'autres opérant de manière indépendante – sont également arrivés au Darfour par ce corridor. Des membres des groupes rebelles qui étaient restés en dehors du processus de paix de Doha, tels que des dissidents du FACT et du CCMSR, ont conclu des alliances transactionnelles avec des unités des FSR opérant dans le sud et l'ouest du Darfour, et ont traversé l'est de l'Ennedi⁶⁷, imitant les flux qui avaient transité par Kufra plus tôt durant la guerre⁶⁸.

Pourtant, le corridor d'Amdjarass, bien qu'efficace d'un point de vue opérationnel, a rapidement provoqué des tensions politiques. Les atrocités commises par les FSR contre les civils masalit, notamment à El Geneina⁶⁹, ont suscité un tollé parmi les élites zaghawa au Soudan comme au Tchad. Un tournant majeur est survenu avec la campagne des FSR pour s'emparer d'El Fasher fin 2023⁷⁰. La décision du groupe de prendre le contrôle total de la ville l'a placé en conflit ouvert avec des factions dirigées par des Zaghawa jusque-là ambivalentes concernant la guerre, notamment des groupes rebelles clés du Darfour. Au début de l'année 2024, les SAF étaient parvenues à rallier plusieurs de ces factions – dont le Rassemblement des forces de libération du Soudan, le SLA/MM et le Mouvement pour la justice et l'égalité – au sein de forces conjointes le long du triangle frontalier avec la Libye et le Tchad, sous l'égide de la Force conjointe des mouvements de lutte armée (JFASM)⁷¹. La JFASM – dont la coalition comprenait des groupes déjà actifs près du triangle Tchad-Libye-Soudan – a commencé à prendre pour cible les convois des FSR circulant dans des couloirs d'approvisionnement d'armes bien établis. Trois points de transit stratégiques pour les routes des FSR vers le Soudan depuis l'est du Tchad (Sayah, Bir Mazza et Kulbus) sont devenus, à partir de la mi-2024, des sites d'embuscades répétées menées par des unités mobiles dirigées par des Zaghawa⁷².

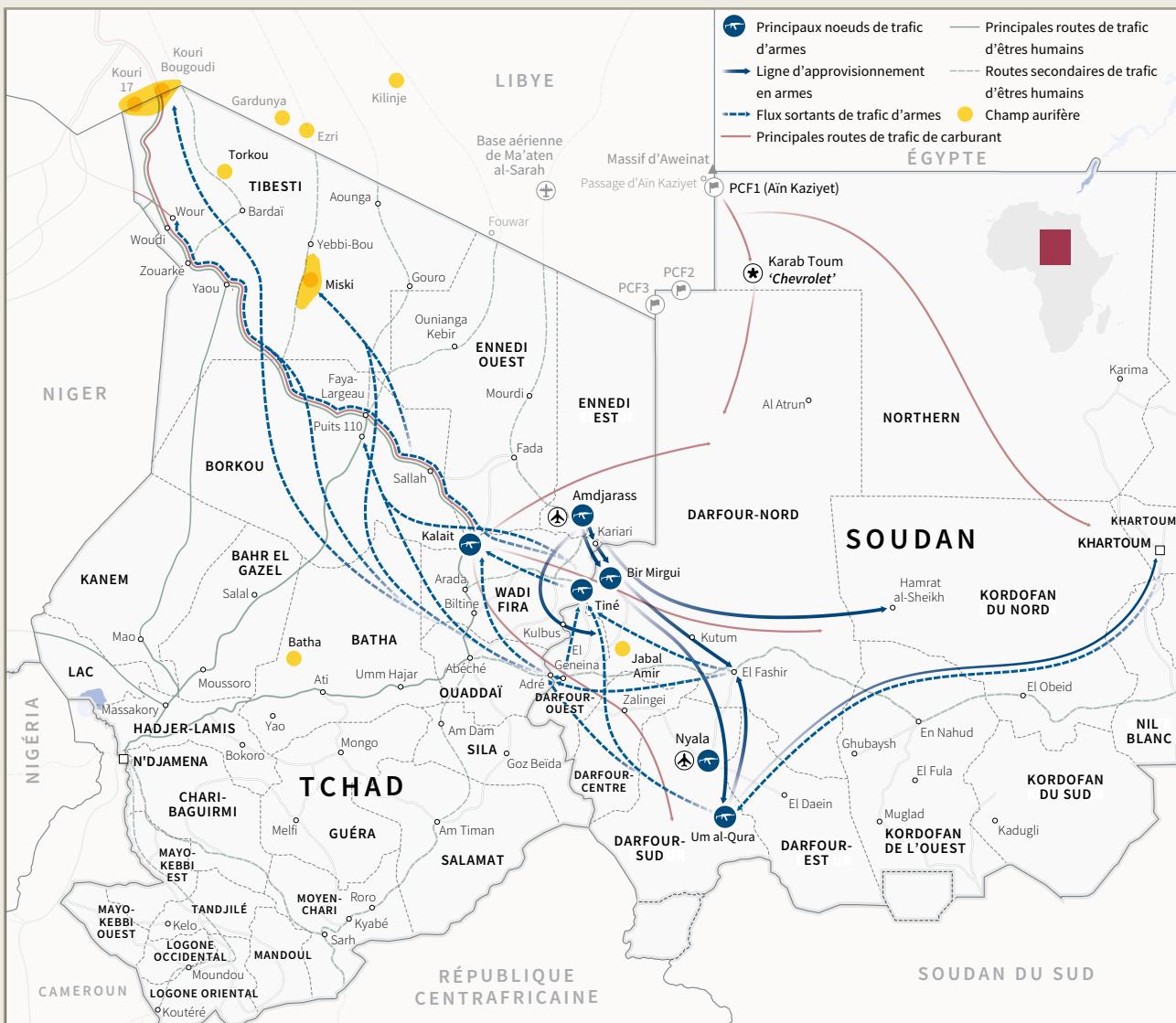


FIGURE 3 Les réseaux logistiques et de trafic régionaux façonnés par le conflit soudanais et s'étendant au Tchad et en Libye, avec les routes et hubs de la contrebande transfrontalière, août 2023 à juin 2024.

Tandis que les forces alignées sur les SAF intensifiaient leur pression sur les convois des FSR pour asphyxier Zuruk et le corridor d'Amdjarass – et que l'administration Déby faisait l'objet d'une attention politique accrue – les FSR ont été contraintes de réorganiser leur logistique. En juin 2024, elles avaient mis en place un nouveau centre logistique à Bir Mirgui⁷³, stratégiquement situé à l'intersection entre l'est du Tchad et le Darfour-Nord, plus proche de la Libye. Plutôt que de supplanter Amdjarass, Bir Mirgui constituait un relais supplémentaire, plus proche de la zone frontalière. Il permettait de consolider les approvisionnements et de les acheminer avec plus de flexibilité, car le nouveau hub dispersait les points de stockage et de transfert des FSR sur un réseau et une zone géographique plus vastes. Le trajet plus court réduisait aussi l'exposition aux embuscades de la JFASM et des Zaghawa qui se produisaient le long de l'axe plus étendu Amdjarass–Zuruk. Les approvisionnements qui transitaient auparavant par Amdjarass jusqu'à Zuruk étaient désormais redirigés de manière intermittente vers Bir Mirgui, où ils étaient regroupés avant d'être expédiés vers les unités en première ligne à El Fasher et au-delà. La proximité de Bir Mirgui avec la Libye reflétait également la pression croissante sur les routes tchadiennes, signalant la reprise progressive des chaînes d'approvisionnement des FSR via la Libye.

De son côté, Kufra a regagné en importance, tandis qu'une nouvelle attention était portée sur l'axe orienté vers le Tibesti depuis le sud de la Libye afin d'approvisionner les FSR via les infrastructures existantes au Tchad. Cette recomposition a redonné une certaine centralité à la région du Fezzan, en particulier son flanc sud, où la logistique des FSR aurait une nouvelle fois été facilitée par des factions de la 128^e brigade sous le commandement d'al-Zadma⁷⁴.

Un nouveau corridor établi

Du mois de juillet à la fin de l'année 2024, une route d'approvisionnement alternative pour les FSR a commencé à se dessiner dans le sud de la Libye, contournant la route directe passant par l'est du Tchad pour atteindre le Darfour. Cette évolution répondait en partie à l'insécurité et aux coûts politiques croissants liés à l'acheminement d'armes via l'est tchadien, notamment alors que les groupes alignés sur les Zaghawa commençaient à prendre pour cible les chaînes d'approvisionnement des FSR. Au cœur de ce corridor, avait lieu la réhabilitation progressive de Ma'aten al-Sarah, une base aérienne désaffectée située près de la zone trifrontalière, qui permettait aux FSR de consolider et de faire progresser leurs approvisionnements par des étapes plus courtes et moins exposées. Bien que plus sinueux, ce corridor à travers la Libye traduisait l'urgence de maintenir un soutien logistique arrière pour les FSR au Darfour – y compris en passant par un terrain moins favorable – et soulignait la détermination des Émirats arabes unis à assurer un appui logistique constant, malgré les évolutions sur le front tchadien.



Image satellite de la base aérienne de Ma'aten al-Sarah, dans le sud-est de la Libye. La base a permis aux Forces de soutien rapide (FSR) d'acheminer directement leurs approvisionnements via la Libye. © Maxar via Getty Images

La rénovation de Ma'aten al-Sarah et les principaux acteurs

Ma'aten al-Sarah, une base aérienne militaire désaffectée de l'époque Kadhafi, a fait l'objet d'une réhabilitation progressive durant la seconde moitié de l'année 2024 et en 2025⁷⁵. Au cours de sa rénovation, elle est devenue un nouveau centre d'agrégation stratégique pour les armes transitant du Tchad vers al-Sarah, et qui étaient ensuite acheminées vers le Darfour. Elle a permis d'établir un nouveau corridor reliant le nord-est du Tchad au sud-est de la Libye, puis au Darfour. L'objectif de cette route était de compenser les interceptions de la JAFSM dans l'est du Tchad en offrant une voie plus directe pour entrer au Darfour.

La position d'al-Sarah était relativement avantageuse, proche de la frontière tchadienne, et permettait le stockage d'armes et de véhicules sur place avant leur acheminement vers le Darfour via la partie sud du triangle frontalier⁷⁶. La rénovation visait aussi à transformer la base en un nœud capable de recevoir des liaisons aériennes directes, au-delà de sa fonction de simple point d'agrégation auxiliaire. Bien que les médias aient présenté fin 2024 la remise en service de la base comme faisant partie d'un plan russe pour la mise en place d'un hub opérationnel⁷⁷, des entretiens menés en Libye avec des diplomates et des sources militaires locales ont indiqué que le véritable moteur était un financement émirati présumé, tandis qu'Africa Corps (anciennement Wagner) servait de couverture et assurait la sécurité du périmètre pendant les travaux⁷⁸. Les FSR ont directement bénéficié du renforcement d'al-Sarah, ainsi que du soutien d'un ensemble clé d'acteurs mercenaires et de parties prenantes libyennes, pour consolider un nouveau corridor d'approvisionnement d'armes vers le Darfour.

Dans l'intervalle, alors qu'al-Sarah était toujours en cours de rénovation et avant la mise en place des liaisons aériennes, sa proximité avec le nord du Tchad en faisait une plateforme logistique naturelle pour les cargaisons terrestres. Celles-ci étaient acheminées vers le sud-est de la Libye, stockées à la base, puis expédiées vers le Darfour.

Selon des entretiens menés sur le terrain⁷⁹, Saleh « Anakazi » Abdelkarim Habré, mercenaire opérant près de la passe de Salvador et neveu de l'ancien président Hissène Habré, aurait joué le rôle d'intermédiaire dans les efforts visant à compenser les perturbations des routes d'approvisionnement dans l'est du Tchad. Il aurait mis à profit sa grande influence au sein des réseaux de facilitation toubou⁸⁰, son expérience des couloirs de trafic dans le sud de la Libye, ainsi que ses liens de longue date avec la 128^e brigade (à laquelle il était affilié au sein du bataillon des martyrs Shuhada al-Waw) et avec les intermédiaires du sud de la Libye⁸¹. Grâce à ses contacts de part et d'autre de la frontière, Habré aurait été déterminant pour activer le corridor transnational d'acheminement d'armes reliant le nord du Tchad au sud-est de la Libye via Ma'aten al-Sarah.



Saleh « Anakazi » Abdelkarim Habré.

Photo: Facebook

Mohamed Bakhit Adjit (alias Ajab al-Dor ou « Doydoy ») – chef d'une faction dissidente du SRAC devenue alliée des FSR⁸² – qui opérait près de Ma'aten al-Sarah⁸³, aurait également joué un rôle. Selon le groupe d'experts de l'ONU sur le Soudan, Abdallah Tijani Chaghba, ancien colonel du SLA/MM qui a rejoint les FSR en 2017 et s'est appuyé sur ses réseaux zaghawa, a joué un rôle central dans la coordination des flux d'approvisionnement dans l'est du Tchad. D'autres commandants des FSR, dont Fadeil El Naji, en collaboration avec al-Dor, ont facilité la logistique entre le nord/nord-est du Tchad, le sud de la Libye et le Darfour⁸⁴.

Le tronçon libyen de la route était sécurisé avec le soutien du 77^e bataillon de la 128^e brigade⁸⁵, dirigé par Mohamed Mezewghi, alors une figure montante de l'ANL et étroitement lié à Saddam Haftar, bien qu'opérant nominalement sous le commandement d'al-Zadma⁸⁶. Si la supervision générale de ce corridor restait du ressort d'al-Zadma, ce dernier et Mezewghi auraient tous deux perçu des taxes sur les convois transitant à l'est de la chaîne de montagnes Kilinje (qui s'étend le long de la frontière entre le Tchad et la Libye) avant d'entrer dans al-Sarah⁸⁷.

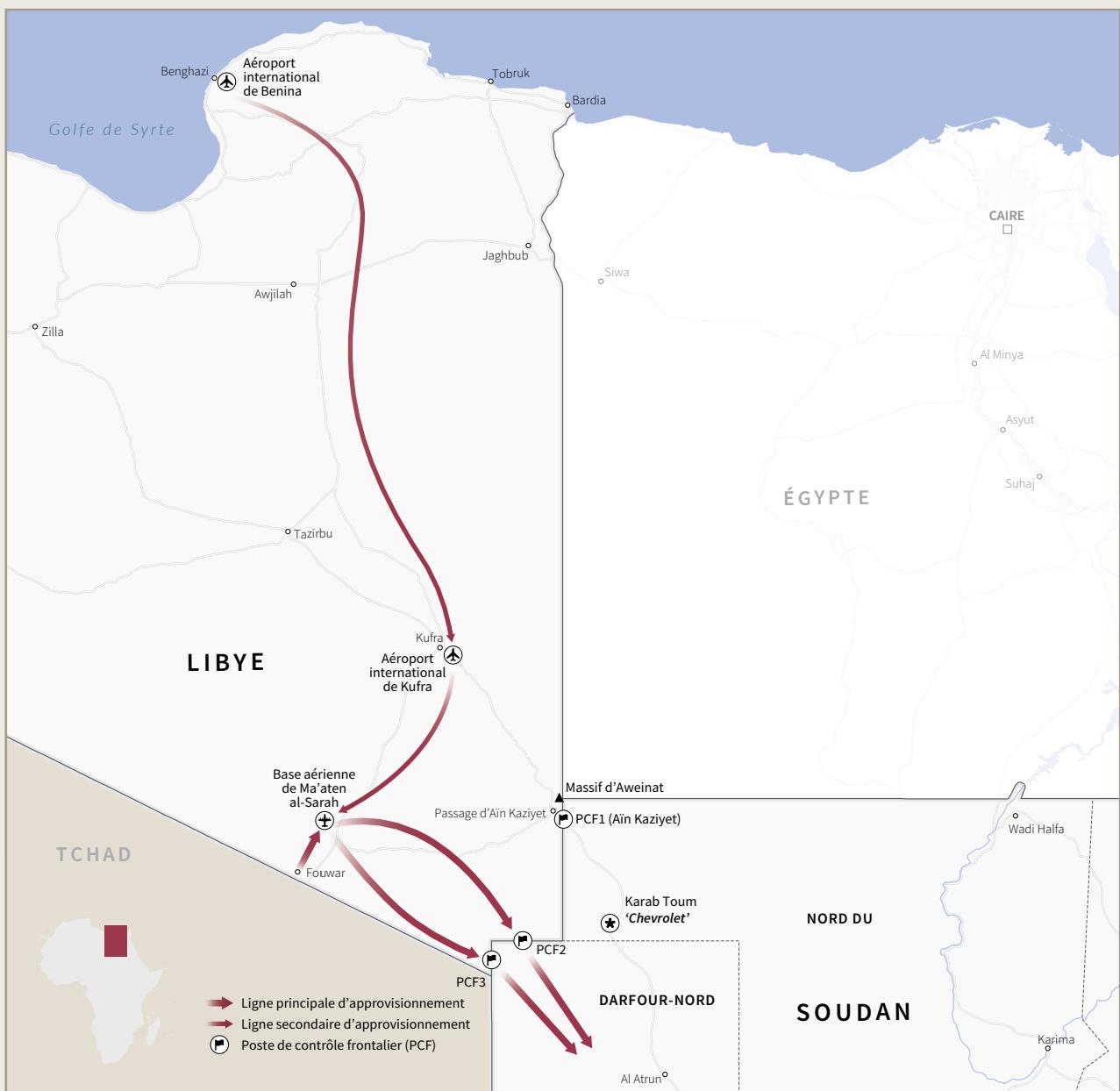


FIGURE 4 L'émergence d'une route transnationale d'approvisionnement des FSR via Ma'aten al-Sarah, juin 2024 à janvier 2025.

Du Tchad au Darfour via la Libye : l'émergence d'une route d'approvisionnement transnationale

Ce corridor, étroitement intégré aux chaînes d'approvisionnement des FSR, allait de Kalait à Faya et traversait la Libye à Fouwar⁸⁸. De là, des éléments du SRAC sous le commandement d'al-Dor escortaient les cargaisons jusqu'à Ma'aten al-Sarah⁸⁹. Le matériel y était soit entreposé, soit remis directement à des unités des FSR, avant d'entrer au Soudan (généralement au sud du triangle frontalier, près d'al-Sarah) en direction de Zuruk et de Bir Mirgui. En contournant l'est du Tchad, ce corridor réduisait les risques d'interception et garantissait une plus grande prévisibilité dans la continuité des approvisionnements.



Cérémonie de remise des diplômes de la 10^e promotion des forces dissidentes du SRAC d'Ajab al-Dor, mobilisées en soutien aux FSR, le 29 avril 2024. Photo: Facebook

La mobilisation d'al-Dor aux côtés des FSR avait déjà été annoncée en avril 2024⁹⁰. Du point de vue des FSR, son ralliement visait aussi à perturber la mobilisation de la JFASM à travers la Libye, en particulier celle des forces du SLA/MM sous le commandement de Minni Arko Minnawi, en contrant leur capacité à transiter de la Libye vers le Tchad et le Darfour.

Les effets de la mobilisation d'al-Dor se sont matérialisés fin juin 2024, lorsque sa faction s'est engagée dans un affrontement transfrontalier près des montagnes Kilinje, repoussant une incursion menée en territoire libyen par d'autres mercenaires soudanais et des forces du SLA/MM dirigées par Musa Hilal, aligné sur les SAF⁹¹. La confrontation, qui a fait des victimes au sein de la faction SLA/MM et a permis aux forces d'al-Dor de s'emparer de véhicules militaires, a renforcé la position de cette faction dissidente du SRAC en tant que force alignée sur les FSR implantée en Libye.

Deux mois plus tard, en août 2024, le 77^e bataillon de Mezewghi a lancé une offensive ciblant des rebelles tchadiens présumés et des réseaux de contrebande à travers la chaîne de montagnes Kilinje⁹². L'opération a culminé par des affrontements les 31 août et 1^{er} septembre, au cours desquels les forces de Mezewghi se sont emparées d'un poste de contrôle stratégique tenu par la 129^e brigade, une unité touhou basée à Kufra et rattachée à la 106^e brigade dirigée par Khalid Haftar⁹³.

Bien que présentée publiquement comme une opération de lutte contre les gangs et de sécurisation des frontières, elle poursuivait également des objectifs politiques : affaiblir les groupes d'opposition tchadiens tout en renforçant le rapprochement en cours entre Benghazi et N'Djamena⁹⁴, reflétant ainsi un intérêt partagé, soutenu par les Émirats arabes unis, de protéger la logistique des FSR. Surtout, l'offensive a permis au 77^e bataillon de Mezewghi de renforcer son contrôle sur la région située entre Kouri Bougoudi et Ma'aten al-Sarah, afin de garantir une protection plus prévisible des convois du SRAC et des FSR, ainsi qu'une plus grande fiabilité des acheminements d'armes à destination du Darfour et transitant par le sud de la Libye.



Une offensive a été menée dans les montagnes de Kilinje, à cheval sur le sud de la Libye et le Tchad, par le 77^e bataillon de la 128^e brigade, sous le commandement de Mohamed Mezewghi, en août 2024. Photo: Facebook



Flux d'armes sortants : détournements, revente et retombées

Avec la prolongation de la guerre au Soudan, les corridors d'approvisionnement des FSR sont aussi progressivement devenus des canaux pour les flux sortants de matériel et de combattants liés au Soudan. Ces mêmes routes, initialement destinées à soutenir les FSR, ont commencé à générer des flux de circulation secondaires : des stocks saisis ou détournés parvenus sur les marchés libyens et tchadiens ont été ensuite réexportés vers les théâtres sahéliens, circulant de pair avec les réseaux de mercenaires. Ainsi, ce qui relevait au départ de simples lignes d'approvisionnement a évolué vers des circuits collatéraux qui ont propagé l'insécurité au-delà du Darfour et créé de nouvelles vulnérabilités dans les zones frontalières. Cette section examine les détournements des armes vers les chaînes commerciales, l'évolution des dynamiques de revente reflétée dans les prix, et l'interconnexion entre circulation des armes et mobilité des combattants. Elle montre comment ces canaux ont approfondi et étendu l'instabilité régionale au fil du conflit soudanais.

Détournements via la Libye et tensions locales

À mesure que le matériel soudanais entrait au Tchad et en Libye, il cessait progressivement d'être exclusivement arrimé à l'effort de guerre des FSR. Ces stocks faisaient de plus en plus l'objet de détournements, étaient intégrés aux chaînes de trafic commercial, et étaient réorientés vers des marchés et des conflits bien au-delà du Darfour.

Habré aurait été un acteur central de cette évolution. Selon des sources, Habré, d'abord impliqué dans le corridor lié aux FSR, aurait commencé à exploiter sa position pour mettre en place des lignes d'approvisionnement parallèles plus orientées vers le profit que vers le ravitaillement des lignes de front. En coordination avec des responsables tchadiens, il aurait supervisé des flux d'armes plus diffus et contournant totalement l'approvisionnement des FSR. Les armes et munitions en surplus au Tchad – détournées des cargaisons destinées au Soudan – auraient été livrées par du personnel militaire tchadien à des points de remise situés, entre autres, à Bardaï⁹⁵, Emi Atrome, Wadi Marou et dans la zone Dirdé-Wouni du Kanem⁹⁶. À ces points de distribution, le réseau de Habré aurait organisé des transferts vers le nord via Miski et Kouri Bougoudi, et traversant la Libye via Gardunya, Kouri 17 et Kouri Bouklim⁹⁷.

Une fois dans le territoire libyen, ces cargaisons étaient dirigées vers des hubs placés sous l'influence de la 128^e brigade, notamment Ma'aten al-Sarah, Zillah, Qatrun et Murzuq⁹⁸. Tandis qu'une partie du matériel poursuivait sa route depuis al-Sarah vers l'est, à destination des forces affiliées aux FSR, une part croissante était détournée vers l'économie de trafic libyenne ou revendue à des clients extérieurs. Ce phénomène a marqué la transformation des lignes d'approvisionnement en temps de guerre en circuits collatéraux plus vastes, où les stocks destinés au Soudan alimentaient les marchés locaux et les réexportations transnationales.

D'autres intermédiaires, notamment les réseaux touareg, ont profité de l'activité renouvelée autour de Kouri Bougoudi pour étendre leurs opérations le long des corridors du sud-ouest, en particulier via la passe de Salvador. Avec la réémergence de Kufra comme nœud central de la logistique des FSR, l'axe Ubari–Ghat–Salvador a connu une revitalisation indirecte, alimentée non par des armes ressortant du Soudan ou d'anciens stocks libyens, mais par le détournement de cargaisons transitant par le Tchad. Ces cargaisons, destinées à l'origine aux FSR, étaient détournées vers l'ouest à travers le Tibesti.

Alors que les flux d'armes restaient principalement orientés vers l'est, en direction du Darfour, une partie des stocks liés au Soudan – dont des DShK, PKT et RPG acheminés via Kouri – était détournée vers l'ouest par des intermédiaires touareg et des trafiquants liés à des rebelles basés autour d'Ubari, de Ghat et de la passe de Salvador⁹⁹. Certains de ces acteurs, notamment ceux liés à d'anciennes formations rebelles, ont vendu des armes à des acheteurs au Niger et au Mali, y compris à des factions affiliées à la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, à l'État islamique dans le grand Sahara et au Mouvement pour le salut de l'Azawad¹⁰⁰ (MSA)¹⁰¹. Par ailleurs, des acheteurs azawadi se seraient rendus à plusieurs reprises directement à Ubari ou à Kouri Bougoudi pour se procurer des armes provenant des stocks existants, exploitant leurs liens de parenté afin de faciliter le trafic d'armes¹⁰². Bien que périphérique par rapport à l'architecture principale de réapprovisionnement des FSR, ce commerce via la passe de Salvador illustre la dynamique et les effets de prolifération de la guerre : du matériel initialement destiné au Darfour se répand dans les économies de conflit du Sahel et amplifie l'insécurité régionale.

Le détournement des armes soudanaises vers les marchés libyens a également provoqué des tensions en Libye même, entre les factions locales. Subul al-Salam, traditionnellement dominante à Kufra, a mal vécu d'être écartée au profit de la 128^e brigade et des acteurs liés au SRAC opérant au-delà de sa supervision entre Fouwar et Ma'aten al-Sarah¹⁰³. La nouvelle route complexe établie par Habré pour soutenir les FSR via le sud-est de la Libye a non seulement érodé l'emprise historique de Subul sur l'économie de convois dans le sud-est de la Cyréanique, mais a aussi perturbé ses sources de revenus traditionnelles provenant des escortes et des dépôts.

Les accords plus larges conclus avec Habré ont également exacerbé les tensions entre Mezewghi et al-Zadma. Bien qu'officiellement sous l'autorité du même commandement de brigade, tous deux se disputaient le contrôle de l'économie politique lucrative du sud de la Libye. L'intérêt n'était pas seulement de contrôler la logistique des convois d'armes destinés aux FSR, mais aussi de prélever des taxes sur tout type de flux à destination du Tchad – camions commerciaux, carburant, migrants et matériel pour l'exploitation aurifère – ainsi que d'exercer une influence sur les zones riches en or elles-mêmes.

Mezewghi, basé plus près de Kufra et de Ma'aten al-Sarah, gagnait toujours plus en autonomie, coordonnant ses actions plus directement avec Saddam Haftar et contournant les circuits d'al-Zadma¹⁰⁴. En réponse, al-Zadma a cherché à rediriger les convois jusqu'à Murzuq via le Tibesti, dans le but de monopoliser les revenus et de réaffirmer son contrôle, tout en tirant parti des liens de Habré avec les facilitateurs toubou. Ces rivalités ont entraîné des blocages temporaires dans l'approvisionnement des FSR, les intermédiaires du SRAC finissant par privilégier le corridor de Mezewghi, qui offrait une protection plus fiable et moins de « douanes officieuses »¹⁰⁵. Plus important encore, elles ont également ouvert la voie à un détournement accru des armes destinées au Soudan.

À la fin de l'année 2024, ces corridors orientés vers l'extérieur ne servaient plus uniquement à soutenir l'effort de guerre des FSR. Ils étaient devenus des canaux où convergeaient détournements, revente et concurrence, transformant les routes d'approvisionnement en marchés disputés et en champs de bataille par procuration. Kufra s'est imposée non seulement comme un point d'entrée pour le matériel des FSR, mais aussi comme un hub de redistribution. En parallèle des ventes conventionnelles, le troc a persisté comme une modalité d'échange complémentaire, les armes étant échangées contre du carburant, des véhicules ou d'autres marchandises¹⁰⁶, y compris des drogues et de l'or. Les mercenaires n'étaient pas seulement des utilisateurs finaux

mais aussi des intermédiaires : dans des points d'échange comme Fouwar, ils acheminaient des armes destinées au Soudan vers les marchés libyens, détournant ainsi les stocks de guerre vers les marchés régionaux d'armes.

Limiter les dégâts grâce à de nouveaux nœuds, ponts aériens et effectifs

La prolifération des flux sortants depuis le Soudan ne se limitait pas aux armes. À la fin de l'année 2024, le rôle de la Libye dans la logistique des FSR s'était étendu au transport clandestin de combattants étrangers. Des enquêtes en sources ouvertes et des rapports internationaux ont confirmé que d'anciens militaires – des ressortissants colombiens recrutés par des sociétés de sécurité privée liées aux Émirats arabes unis – avaient transité par les EAU avant d'être acheminés via Benghazi en Libye, puis de rejoindre par voie terrestre le Darfour en passant par al-Jawf et Kufra en octobre-novembre 2024¹⁰⁷. Des documents abandonnés, et présentés plus tard par la JFASM (alignée sur les SAF), après l'embuscade d'un convoi des FSR près de la région trifrontalière, ont fourni des preuves rares de ce transfert¹⁰⁸. Bien que l'opération semble avoir été ponctuelle, elle a mis en lumière la manière dont les circuits établis pour le matériel étaient adaptés pour le transit de main-d'œuvre combattante, brouillant davantage la frontière entre les chaînes d'approvisionnement en armes et le courtage de mercenaires. Le revers logistique qui a suivi l'embuscade semble avoir dissuadé toute nouvelle utilisation de la route libyenne pour les combattants colombiens dans les mois suivants¹⁰⁹.

Dans le même temps, les lignes d'approvisionnement régionales ont été réorganisées pour réduire la dépendance vis-à-vis d'Amdjarass, en raison des tensions locales avec la tribu zaghawa. Le hub n'a pas été complètement fermé, mais son importance a diminué après la mi-2024. Les vols ont de plus en plus été orientés vers N'Djamena et Abéché¹¹⁰, à la fois pour le transfert de mercenaires et pour l'acheminement discret d'armes à bord d'avions plus petits¹¹¹. De nouvelles liaisons aériennes sont apparues dans le cadre de cette diversification, permettant aux marchandises et au personnel militaire de transiter par des plateformes moins sensibles sur le plan politique. Des circuits parallèles via l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique ont renforcé cette dispersion : les vols en provenance des Émirats arabes unis, soupçonnés de transporter des armes, transitaient de plus en plus par Nairobi, Mombasa, Entebbe, Kigali, Bosasi et Berbera¹¹², illustrant la façon dont les chaînes d'approvisionnement se sont réparties sur plusieurs nœuds.

Dans l'espace aérien soudanais, les FSR ont également réorganisé leur logistique arrière. En septembre 2024, l'aéroport de Nyala, jusque-là dormant, a été réactivé pour accueillir de discrets vols cargo nocturnes en provenance des Émirats arabes unis¹¹³. Des armes, des drones, des munitions et du carburant étaient déchargés de ces avions par livraisons échelonnées, puis acheminés via Guellab et Wadaa vers les zones du Darfour contrôlées par les FSR¹¹⁴. En 2025, des combattants colombiens étaient de nouveau signalés à El Fasher, bien que leurs déplacements dépendaient de plus en plus de liaisons aériennes diversifiées via l'Éthiopie, le Puntland ou le Tchad avant d'atteindre Nyala¹¹⁵.



Image satellite, datée du 11 août 2025, montrant une vue de l'aéroport de Nyala, capitale du Darfour-Sud. © Planet Labs via Getty Images

Ces développements relevaient d'avantage d'une adaptation à des contraintes que d'une stratégie délibérée. Le recours des FSR à des contractuels colombiens transitant par la Libye, la diversification des points d'approvisionnement au Tchad et en Afrique de l'est, ainsi que la réactivation de l'aéroport de Nyala pour des vols nocturnes émiratis, reflétaient tous la pression logistique croissante provoquée par la fermeture des routes directes d'approvisionnement passant par le Tchad, mais aussi les goulets d'étranglement récurrents en Libye et les détournements au Tchad et en Libye du matériel destiné aux FSR au Darfour. Les transferts de mercenaires et le pont aérien de Nyala constituaient en réalité des solutions compensatoires visant à maintenir les flux de combattants et de matériel. Ces évolutions ont mis en évidence la manière dont les revers et les détournements ont contraint les FSR et leurs soutiens internationaux à improviser. À mesure que les routes terrestres laissaient échapper des volumes croissants de matériel vers la Libye et le Tchad, de nouveaux ponts aériens à destination d'Abéché, de N'Djamena et de Nyala ont été mis en place pour acheminer des armes et des spécialistes étrangers, non pas comme une démonstration de force, mais plutôt comme des mesures pour limiter les dégâts et soutenir l'effort de guerre au Darfour et au-delà.

Dynamiques de revente et signaux de prix

À la fin de l'année 2024, les répercussions commerciales de la guerre au Soudan étaient clairement visibles sur les marchés d'armes du sud de la Libye et de l'est du Tchad. Alors que les premières phases du conflit avaient été marquées par l'afflux massif de cargaisons au Soudan, la diffusion du matériel vers l'extérieur a créé de nouvelles opportunités commerciales et intégré les stocks d'origine soudanaise dans les économies locales et transnationales. Les données de marché collectées en avril 2025 montrent que l'offre restait stable dans les deux contextes, sans pénurie systémique d'armes légères ni d'armes collectives. Les variations de prix reflétaient plutôt des facteurs logistiques, l'exposition au risque et les structures locales de courtage – un indicateur de la manière dont les lignes d'approvisionnement en temps de guerre s'étaient transformées en circuits collatéraux de redistribution. Pour les lignes de front soudanaises, cependant, ce n'était pas l'approvisionnement en armes en tant que tel qui restait le plus déterminant, mais la fourniture régulière de munitions et, de plus en plus, de carburant pour maintenir les lignes d'approvisionnement de longue distance. Cette dépendance faisait grimper les coûts et influençait directement les dynamiques de prix¹¹⁶.

À Kufra, les munitions de petit calibre sont devenues progressivement plus coûteuses. Les cartouches de type AK-47 sont passées de 3-7 dinars libyens (environ 0,43-1\$ US) l'unité en 2023 à 7-9 LYD (1-1,30\$ US) à la mi-2025. Les munitions FN ont suivi la même tendance, passant de 5-8 LYD (0,71-1,14\$ US) en 2023 à 9-12 LYD (1,29-1,71\$ US) en 2025. En revanche, les prix des armes sont restés relativement stables. À Kufra même, les fusils FN FAL coûtaient en moyenne entre 8 000 et 10 000 LYD (1 143 -1 429\$ US) en 2023 et autour de 14 000 LYD (2 000\$ US) en 2025. Dans le corridor Sabha-Qatrún, les lance-roquettes RPG se vendaient environ 6 000 LYD (857\$ US) et les grenades quelque 300 LYD (43\$ US), tandis que les cartouches PKT coûtaient 3,50 LYD (0,50\$ US) l'unité. Les variantes de fusils AK dans le sud, notamment à Ubari et



Des mitrailleuses DShKM vendues par un trafiquant d'armes à Sebha, février 2025. Photo fournie

Ghat, continuaient de s'échanger entre 2 500 et 5 000 LYD (357 à 714\$ US) pour les modèles anciens, et jusqu'à 12 000 LYD (1 714\$ US) pour les plus récents, selon leur état et origine. La pression inflationniste sur les munitions, notamment des armes légères et de petits calibres populaires au Soudan, renvoyait moins à une pénurie absolue qu'à une demande soutenue liée au conflit, ainsi qu'aux difficultés de réapprovisionnement sur de longues lignes d'approvisionnement instables et exposées à l'insécurité.

Les armes les plus lourdes affichaient des marges nettement plus élevées à mesure de leur progression vers l'ouest. La DShKM, connue localement sous le nom d' « al-Dushka al-Qatariya », se négociait dans la zone Sabha–Qatrún autour de 50 000 LYD (7 143\$ US), un prix qui montait jusqu'à environ 80 000 LYD (11 400\$ US) dans le triangle de Salvador. Ce différentiel reflétait l'accumulation des coûts de transport, de protection et la rentabilité de la réexportation vers l'ouest. Au Tchad, un schéma similaire d'inflation selon les zones géographiques était observable. Dans les petites villes frontalières près du Darfour, comme Tiné et Adré, les mitrailleuses DShK pouvaient être acquises directement à la frontière pour 3 millions de francs CFA (5 000\$ US), mais elles étaient revendues jusqu'à 6 millions de francs CFA (10 000\$ US)

à Fouwar. Les fusils Kalashnikov, disponibles à Kalait pour environ 300 000 FCFA (500\$ US), étaient revendus entre 700 000 et 800 000 FCFA (1 167 à 1 333\$ US) à Kouri Bougoudi et dans les hubs voisins du Tibesti. Les grenades à main, les pistolets Tokarev et Makarov étaient largement disponibles, tandis que les PKT et FN FAL circulaient entre le Darfour, Kalait et Kouri Bougoudi.



Des armes légères livrées à un destinataire à Kilinje, dans le nord du Tchad, après être passées par Tiné et Kalait. Photo fournie

Les opérations de troc – dans lesquelles les armes étaient échangées contre du carburant, des véhicules ou d'autres marchandises sans taux fixe – étaient également répandues dans les centres d'exploitation aurifère, soulignant la flexibilité du trafic d'armes. Les hubs miniers tels que Kouri Bougoudi et Miski ont renforcé ces dynamiques en servant de sites stratégiques pour les échanges. Une pratique parallèle de locations temporaires – par exemple, des Kalashnikovs louées pour environ 50 000 francs CFA par jour – perdurait, bien qu'elle restait une exception plutôt qu'une pratique généralisée, selon les informations rapportées par une source¹¹⁷.

En parallèle de ces évolutions de prix, les trafiquants eux-mêmes sont devenus des acteurs centraux de l'intégration du matériel soudanais dans les marchés régionaux. Des sources dans l'est du Tchad ont rapporté que des commerçants entretenaient des liens avec des intermédiaires liés à la fois aux FSR et aux SAF, ce qui leur permettait de se procurer des armes et des munitions auprès des deux camps du conflit¹¹⁸. Les acheteurs se voyaient généralement proposer deux options : acquérir les armes directement dans des villes frontalières comme Tiné ou Adré, ou payer un surcoût pour une livraison plus au nord ou nord-ouest au niveau des points de transit tels que Fouwar, Bouklim ou Kouri Bougoudi, moyennant en général un prix deux à trois fois supérieur. Ces différences de prix reflétaient à la fois la forte demande pour les stocks d'origine soudanaise et les risques logistiques associés au transport de marchandises à travers des zones reculées et militarisées.

La technologie a encore amplifié la prolifération des armes soudanaises. Des personnes interrogées, familières des pratiques de trafic, tant au Tchad que dans le sud de la Libye, ont observé la propagation de terminaux satellitaires Starlink au sein des convois, aux côtés des armes et du carburant. Ceux-ci permettent aux trafiquants et aux escortes mercenaires de coordonner leurs déplacements à travers des zones qui seraient autrement impraticables. L'intégration de la technologie



Capture d'écran d'armes mises en vente sur le compte Facebook privé d'un trafiquant basé à El Geneina, mars 2025. Photo fournie

internet par satellite Starlink dans les chaînes logistiques de l'armement a renforcé la transformation des lignes d'approvisionnement en ensembles polyvalents¹¹⁹, transportant non seulement des armes et des munitions, mais aussi du matériel et des capacités de communication, accélérant ainsi la régionalisation de l'économie de guerre soudanaise.

Considérées dans leur ensemble, ces dynamiques montrent que la guerre au Soudan n'a pas engendré une pénurie d'armes mais une prolifération progressive et cumulative. Les armes sont entrées au Tchad et en Libye en volumes réguliers, et leur redistribution et leur diffusion vers l'extérieur se sont progressivement accrues. Les évolutions de prix étaient liées aux risques et à la distance et non à la disponibilité, tandis que l'interconnexion entre armement, mobilité des mercenaires et technologies de communication a permis à la prolifération de s'étendre bien au-delà du Darfour. Ces flux sortants remodèlent à leur tour les marchés d'armes en Libye, au Tchad, au Niger et au Mali, en y intégrant des stocks soudanais.

Circuits collatéraux consolidés

À la fin de l'année 2024, l'économie des armes dans les zones frontalières entre le Tchad, la Libye et le Soudan avait été profondément reconfigurée. Initialement fragmentés et de faible ampleur durant la période calme de 2021-2022, le flux se sont progressivement structurés en un système logistique de temps de guerre, alimenté par la demande des FSR et par des détournements continus. Des corridors qui fonctionnaient autrefois de façon relativement isolée – les routes de Kufra vers le Soudan dominées par les Zway, les flux orientés vers le Tibesti depuis Qatrunk et Murzuq, et l'axe de la passe de Salvador géré par les Touareg – sont devenus de plus en plus interconnectés et intégrés dans une économie régionale plus vaste, dans laquelle les groupes rebelles et mercenaires jouent des rôles essentiels. Après avoir perdu du terrain au profit des nœuds tchadiens une grande partie de l'année 2024, Kufra s'est réaffirmée comme une plateforme logistique clé, offrant une certaine protection face à la surveillance des autorités, ainsi qu'un accès aux réseaux de facilitation transfrontaliers.

Le rôle de la Libye a également évolué : elle n'est plus un simple fournisseur de matériel, mais est devenue une plateforme de transit pour les combattants soudanais et tchadiens, intégrant les mobilités mercenaires aux mêmes circuits logistiques. Les armes et les hommes transitent désormais via des sites de stockage discrets, des convois mobiles et des réseaux de trafic, constituant une infrastructure décentralisée mais souple, conçue pour minimiser les risques de détection et assurer la continuité des opérations. Les flux d'armes entrants et les détournements sortants ont convergé, transformant des échanges autrefois ponctuels en un système intégré desservant à la fois le champ de bataille soudanais et les marchés régionaux.



La 676^e brigade de l'ANL est déployée dans la chaîne de montagnes du Tibesti pour des opérations militaires, juillet 2025. Photo: Facebook

Consolider le trafic d'armes dans le cadre d'un remaniement du commandement

Début 2025, l'architecture logistique soutenant les flux d'armes liés aux FSR est entrée dans une nouvelle phase de reconfiguration, cette fois-ci sous l'effet de recompositions internes et de dynamiques de consolidation au sein de l'ANL. Le 13 janvier 2025, le commandant général de l'ANL a restructuré formellement la 128^e brigade d'al-Zadma avant de renvoyer ce dernier¹²⁰. Cette décision s'inscrivait dans une tentative plus large du commandement militaire sous l'égide de Saddam Haftar de contenir l'autonomie grandissante d'al-Zadma. Sa brigade s'était muée en une entité quasi indépendante, gérant la logistique transfrontalière, des dépôts de carburant et des routes de trafic dans le Fezzan, avec la capacité de constituer son propre arsenal d'armes. Les liens concurrents qu'entretenait al-Zadma avec des acteurs tchadiens, soudanais et émiratis étaient également devenus intenables pour la hiérarchie de l'ANL, notamment dans le contexte d'une transition héréditaire en cours en son sein et des craintes suscitées par l'éventuel basculement de sa loyauté¹²¹.

Ce démantèlement a marginalisé al-Zadma, l'éloignant de ses anciens bastions territoriaux et remodelant l'équilibre des pouvoirs dans le sud de la Libye. Il n'a pas seulement réduit son influence, mais aussi affaibli la position des acteurs liés au réseau de trafic qu'al-Zadma avait contribué à superviser. Parmi eux, le plus important était Habré, le mercenaire tchadien qui avait joué un rôle central de coordination dans la mise en place du corridor du sud-est et en facilitant le détournement d'armes vers les marchés régionaux. Habré, figure clé des transits de la fin 2024, était vu dans ce contexte comme sacrificable. Sa proximité avec al-Zadma le rendait encombrant, et son éviction a donné à Mezewghi une véritable opportunité de consolider son contrôle sur les routes du sud sans avoir à composer avec des intermédiaires liés à son ancien commandant. Un autre commandant promu à l'occasion de ce remaniement fut Mohamed Eljarh al-Obeidi, opérant au sein des forces terrestres nouvellement créées par Haftar et à la tête de la 676^e brigade. Ce dernier s'est également imposé comme un acteur clé investi par Haftar dans le Fezzan.

En février 2025, ces tensions ont dégénéré en violences. Des affrontements ont éclaté à Qatrún entre des mercenaires tchadiens alignés sur al-Zadma sous le commandement de Habré, et les forces du 77^e bataillon de Mezewghi et de la 676^e brigade d'Eljarh¹²². La confrontation aurait été déclenchée par des disputes pour le contrôle des sites de stockage, des cargaisons de drogue¹²³ et la planification des mouvements des convois en direction de la frontière entre la Libye et le Tchad¹²⁴. Bien que les affrontements aient été rapidement contenus, ils ont conduit à la fuite de Habré et de ses associés de la zone, les privant de facto de toute influence territoriale. Survenant peu après la dissolution de la 128^e brigade, ces combats ont précipité l'effondrement de la route de trafic d'armes qui avait prospéré dans la seconde moitié de 2024 le long de l'axe Kouri Bougoudi-Fouwar-Kufra. Avec le départ de Habré, la chaîne de coordination centrale du corridor s'est effondrée, coupant ce qui était devenu l'une des principales routes d'approvisionnement des FSR vers la Libye via le Tibesti et le nord-est du Tchad.

En mai 2025, Habré a brièvement tenté un retour, en coordonnant une attaque surprise contre la 676^e brigade de l'ANL près du point de passage de Fouwar, à la frontière entre le Tchad et la Libye¹²⁵. L'attaque était notable en ce qu'elle ciblait le même nœud logistique que Habré avait longtemps utilisé pour acheminer des armes depuis le nord du Tchad vers le sud-est de la Libye, puis en direction d'al-Sarah. Bien que son offensive ait échoué¹²⁶, elle signalait que le corridor Tibesti-Libye était vraisemblablement compromis à court et moyen terme. Elle reflétait par ailleurs une tendance plus large d'entraves dans la zone tri-frontalière, notamment des embuscades menées par la JFASM et des groupes zaghawa visant les convois d'approvisionnement des FSR le long des frontières de l'est du Tchad et du sud-est de la Libye avec le Soudan. En réaction, al-Obeidi a mobilisé ses forces en juillet 2025 pour renforcer le contrôle du versant libyen du Tibesti¹²⁷, forçant certains mercenaires tchadiens (dont Habré) à se replier vers l'ouest, en direction de la passe de Salvador.

Néanmoins, la dégradation simultanée du corridor de l'est tchadien vers le Darfour et la désintégration des chaînes d'approvisionnement liées au Tibesti, autrefois supervisées – bien que de façon ténue- par Habré, ont catalysé la résurgence de Kufra comme nœud central de la logistique des flux d'armes et de mercenaires liés aux FSR.

Le retour au premier plan de Subul et la prise d'Aweinat

La reconfiguration dans le sud-est de la Cyrénaïque s'est déroulée dans le contexte de la destitution d'al-Zadma en janvier 2025 et de la délégation officielle du contrôle de la base aérienne d'al-Sarah à Subul al-Salam. La décision de janvier¹²⁸ de Saddam Haftar a marqué un tournant institutionnel : la consolidation du corridor Libye-Soudan officiellement confiée à la milice dominée par les Zway¹²⁹.

Bien que Subul ait longtemps exercé une autorité informelle autour de la base aérienne d'al-Sarah, la consolidation de son contrôle au début de l'année 2025 a marqué un tournant. L'activité de l'aéroport de Kufra reprenait en parallèle. La piste, jusque-là inutilisée, aurait été réactivée pour des livraisons logistiques discrètes, notamment des atterrissages nocturnes d'avions liés aux Émirats arabes unis¹³⁰. Certains de ces vols, transitant en Éthiopie ou au Puntland, transportaient des armes et des munitions. D'autres marchandises, comme du carburant et des armes, étaient acheminées par voie terrestre via Benghazi¹³¹, où des vols de fret militaires atterrissaient également à Benina. Depuis Kufra, les cargaisons étaient acheminées directement via al-Sarah, ou redistribuées par voie terrestre vers des points de rendez-vous au sud d'Aïn Kaziyet, dans la zone du triangle frontalier. Les FSR étaient aussi hébergées par l'ANL dans une base qui leur était propre dans la région élargie de Kufra¹³², en partie pour faciliter ces transferts.

Pourtant, le talon d'Achille du corridor de Kufra perdurait : les SAF conservaient le contrôle de facto de la base Chevrolet près de Karab Toum depuis avril 2023, privant ainsi les FSR d'accès à la route la plus directe et la plus pratique sur le plan logistique vers le Darfour, via Aïn Kaziyet dans la chaîne de montagnes d'Aweinat. Les SAF ont également maintenu des positions avancées le long de points frontaliers proches de la chaîne de montagnes, y compris sur ses flancs est et sud-est, ce qui rendait beaucoup plus difficile pour les convois des FSR de contourner la base sans risque d'interception. Ce point d'étranglement ne limitait pas seulement l'efficacité des flux en provenance de Libye, mais a aussi contraint les FSR à emprunter pendant plus de deux ans des routes alternatives de contrebande, plus longues et traversant des terrains difficiles au sud du triangle frontalier.



Mohamed Eljarh, commandant de la 676^e brigade de l'ANL sous l'égide des Forces terrestres de Saddam Haftar, lors d'opérations visant à consolider le contrôle sur la chaîne de montagnes du Tibesti, juillet 2025.

Photo: Facebook/FAAL Media

Les SAF ont publiquement déclaré avoir établi un contrôle militaire total sur Khartoum en mai 2025¹³³, signalant un déplacement décisif du centre de gravité de la guerre vers le Darfour et, par extension, intensifiant l'impératif stratégique pour les FSR de sécuriser un corridor de ravitaillement viable et ininterrompu vers le Darfour.

En juin 2025, l'importance d'Aïn Kaziyet est apparue clairement lorsque les FSR ont entrepris de s'emparer du point de passage. L'opération visait à la fois la zone du triangle frontalier et les positions avancées des SAF le long du versant oriental de la chaîne de montagnes d'Aweinat. Des unités des FSR, qui auraient bénéficié d'un appui logistique facilité par Subul, se sont emparées de la zone, sécurisant pour la première fois un point d'entrée plus direct et plus efficace sur le plan opérationnel vers le Darfour depuis le sud de la Libye¹³⁴. Quelques jours avant l'assaut, Subul était entré en territoire soudanais lors d'une incursion avortée, suivie de combats avec des unités des SAF près du triangle frontalier¹³⁵. Si l'ANL a nié toute implication formelle face aux accusations de collusion portées par les SAF¹³⁶, ces dernières soutenaient que l'offensive des FSR avait été lancée depuis le territoire libyen. Cette affirmation est étayée par l'enchaînement chronologique établi à partir de sources ouvertes, qui montrent des éléments des FSR prenant le contrôle du mont Kusso en passant par la Libye, avant de s'approcher du massif d'Aweinat¹³⁷. Peu après, les FSR ont aussi pris le contrôle de la base Chevrolet et de Karab Toum¹³⁸, démantelant un point d'étranglement clé des SAF et renforçant leur contrôle total sur le corridor Kufra-Aweinat.

Après la prise par les FSR de la zone tri-frontalière Libye-Soudan-Égypte en juin 2025, le corridor de Kufra s'est imposé comme la principale artère logistique du groupe vers le Darfour. Les routes de l'est du Tchad officiellement coupées et l'accès via Amdjarass n'étant plus fiable, Kufra est apparue comme l'unique corridor offrant une continuité d'approvisionnement durable. Des convois en partaient régulièrement sous escorte armée, transportant des armes destinées aux unités des FSR dans le centre et l'ouest du Darfour, tandis que des vols émiratis vers Kufra et Benghazi assuraient les flux entrants de matériel, ensuite transféré par voie terrestre. Saddam Haftar a personnellement supervisé une réforme de l'aéroport de Kufra et, selon les informations d'une source unique, Subul al-Salam aurait rapidement entrepris de monopoliser le contrôle de la zone trifrontalière et d'Aïn Kaziyet¹³⁹.

En parallèle, les travaux de réhabilitation de Ma'aten al-Sarah ont ralenti après juin 2025¹⁴⁰. Les FSR contrôlant fermement la zone trifrontalière, et l'axe Kufra-Aïn Kaziyet constituant une ligne d'approvisionnement logistique plus courte, plus sécurisée et plus directe vers le Darfour, l'intérêt stratégique pour continuer à investir dans al-Sarah a diminué. La base inachevée a été mise de côté et l'ANL s'est plutôt concentrée sur la rénovation de l'aéroport international de Kufra, principal canal – aux côtés de Benina et Benghazi – pour le ravitaillement des FSR par les Émirats arabes unis¹⁴¹.



L'aéroport de Kufra, après sa rénovation annoncée par les forces terrestres de l'ANL, 2025. Photo: Facebook

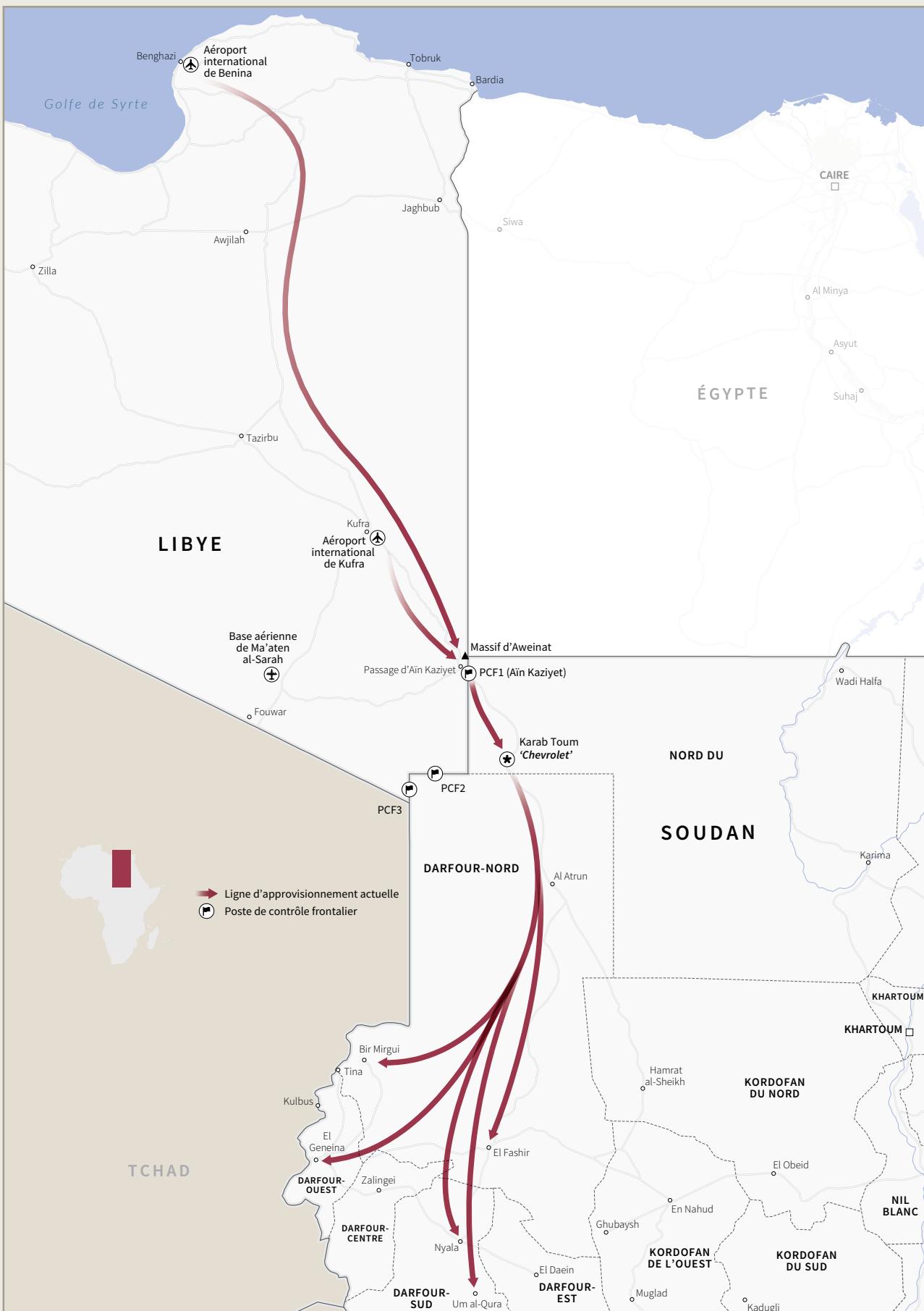
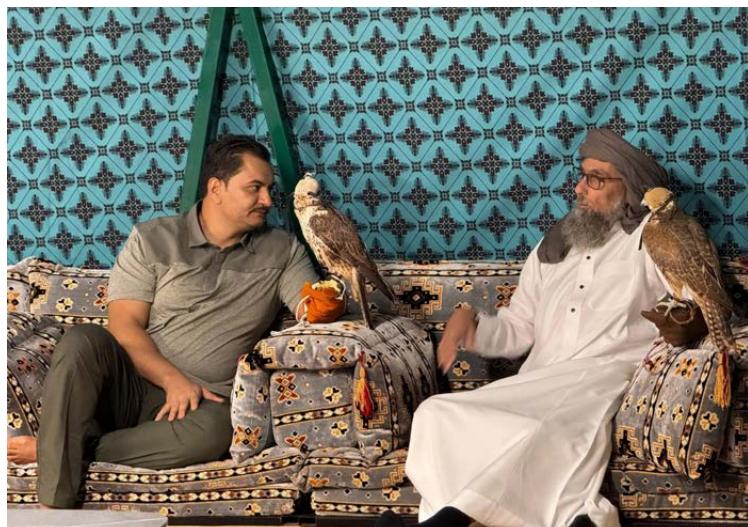


FIGURE 5 Ligne d'approvisionnement consolidée entre la Libye et le Darfour en passant par Kufra, juillet 2025 à aujourd'hui.

Si cette reconfiguration reflétait un besoin urgent de soutenir les lignes d'approvisionnement des FSR, elle soulevait aussi des questions sur les raisons pour lesquelles les FSR, avec le soutien de l'ANL, n'avaient pas rétabli plus tôt le contrôle du corridor d'Aïn Kaziyet au cours de la guerre. Pendant une grande partie de l'année 2024, les routes passant par l'est du Tchad avaient offert une alternative viable, réduisant la nécessité de s'emparer de ce passage. Début 2025, toutefois, ces routes n'étaient plus utilisées que de façon intermittente, à mesure que montaient les tensions avec les élites zaghawa autour d'Amdjarass. Cela a poussé les soutiens des FSR à réorienter les approvisionnements vers d'autres plateformes de transferts tels que N'Djamena¹⁴² ou Abéché, et directement vers Nyala¹⁴³.

Un autre facteur ayant retardé la prise de contrôle d'Aïn Kaziyet par les FSR tenait à la sensibilité politique de sa proximité géographique avec l'Égypte, un acteur à la fois aligné sur l'ANL et les EAU, mais soutenant aussi fermement les SAF. L'opposition du Caire aux FSR a vraisemblablement limité tout soutien explicite à une consolidation de leur contrôle directement à la frontière¹⁴⁴. Sur le plan opérationnel, l'évolution était motivée par les nécessités du champ de bataille : à la mi-2025, l'ampleur des pertes des FSR et l'effondrement des routes d'approvisionnement de l'est tchadien avaient accru l'importance stratégique du corridor de Kufra. L'initiative de l'ANL avait en outre été facilitée par l'affirmation de Saddam Haftar et sa mainmise grandissante sur les dossiers concernant le sud du pays, gérés d'une manière davantage alignée sur les priorités émiraties.



Le vice-commandant de l'ANL Saddam Haftar (à gauche) et le commandant de Subul al-Salam, Abdelrahman Hashim al-Zway, se rencontrent à Kufra. Photo: Facebook

Dans le même temps, les autorités tchadiennes ont pris des mesures concrètes pour gérer les flux liés aux FSR, de façon surtout à assurer la protection du régime et à préserver la cohésion des Zaghawa¹⁴⁵. Dès la mi-2024, Amdjarass avait perdu de son importance en tant que hub logistique. Plus tard la même année, N'Djamena déployait des unités militaires dans la zone du triangle frontalier Soudan-Libye-Tchad et menait régulièrement des raids dans le Tibesti¹⁴⁶. Ceux-ci avaient moins pour objectif de démanteler les réseaux de trafic que d'empêcher les armes d'origine soudanaise d'atterrir dans les mains des mercenaires tchadiens hostiles au régime. Le 15 avril 2025, par exemple, des postes douaniers tchadiens à Borkou et dans le Tibesti ont saisi plus de 130 armes qui provenaient du Soudan – une opération probablement destinée à montrer les efforts du Tchad pour contenir la prolifération des armes provenant des stocks destinés au Soudan, mais aussi à protéger le gouvernement Déby contre leur circulation parmi les rebelles et mercenaires anti-régime¹⁴⁷.

Ensemble, ces mesures libyennes et tchadiennes ont contribué à réduire la viabilité des anciennes routes transitant par le Tchad, et accéléré le basculement vers l'axe Kufra-Aweinat. À la mi-2025, Kufra s'était fermement imposée comme le centre de gravité de facto de la logistique arrière des FSR. La combinaison d'évolutions régionales plus larges et de la centralisation délibérée opérée par l'ANL a fait de la ville à la fois un nœud sécurisé et une base de déploiement flexible. Les corridors de l'est du Tchad relégués au second plan et les flux passant par le Tibesti se fragmentant, les lignes d'approvisionnement alternatives se sont presque entièrement désagrégées, laissant place à une architecture logistique rationalisée et hautement sécurisée autour de Kufra, son épicentre.



Les impacts à venir de la guerre au Soudan

Ce rapport a montré comment la guerre au Soudan a remodelé les économies du trafic d'armes et du mercenariat en Libye, au Tchad et dans leurs zones frontalières. Les éléments rapportés indiquent que les flux d'armes et de combattants ne peuvent être considérés comme des phénomènes parallèles : ils se renforcent toujours plus mutuellement, intégrés dans des infrastructures logistiques qui survivront vraisemblablement aux lignes de front qui les ont engendrées. Les routes fragmentées et les échanges ponctuels initiaux se sont transformés en circuits collatéraux – des réseaux dans lesquels les armes et les combattants circulent ensemble, alimentant le conflit et la prolifération.

Surtout, les mercenaires ne sont plus des acteurs périphériques de cette infrastructure de trafic d'armes. Ils jouent de plus en plus le rôle d'intermédiaires clés : escortant les convois, gérant les accès aux dépôts, négociant des laissez-passer aux postes de contrôle et, dans certains cas, détournant les stocks vers d'autres milices et traquants. Leur rôle est structurel, et non accessoire. La guerre au Soudan a intensifié ce processus, en accélérant l'intégration de la main-d'œuvre mercenaire dans la circulation des armes et redessinant la géographie du trafic à travers le Sahel. Si les acteurs étatiques et quasi-étatiques ont orchestré une grande partie des corridors étudiés dans ce rapport, les groupes mercenaires jouent un rôle crucial dans leur opérationnalisation ou leur effondrement : en fournissant des escortes, en gérant les péages ou en s'intégrant dans les zones minières qui sous-tendent les flux d'armes. Leur rôle consiste moins à se déployer sur le champ de bataille qu'à faciliter ou perturber les circuits logistiques.

Ces dynamiques ne disparaîtront pas si un cessez-le-feu, ou même un accord de partage de pouvoir, est conclu au Soudan. Une fois consolidés, les corridors se dissolvent rarement complètement ; ils sont plutôt perturbés ou réorganisés. Même si les volumes de matériel venaient à diminuer, les réseaux d'intermédiaires, d'escortes et de facilitateurs de confiance persisteront, percevant des rentes liées aux armes et réorientant les flux vers de nouveaux marchés. Les circuits collatéraux décrits dans ce rapport doivent donc être appréhendés non comme des anomalies de temps de guerre, mais comme des infrastructures d'insécurité qui perdureront bien après que les lignes de front ne bougent au Darfour.

En ce qui concerne la prolifération, la diffusion vers l'extérieur de matériel soudanais a progressivement gonflé les arsenaux déjà importants en Libye et au Tchad. Bien que les deux pays soient déjà inondés d'armes, ces flux supplémentaires contribuent à une augmentation constante du niveau d'armement de base. Ce contexte compromet également la démobilisation : des combattants peuvent se désengager une semaine pour se réarmer la suivante, en s'appuyant sur les mêmes circuits de trafic et de mercenariat qui leur permettent de gagner leur vie. Ces marchés ont révélé une grande capacité d'adaptation. Lorsque les soldes se tarissent, les combattants revendent leurs armes ; lorsque les munitions viennent à manquer, les intermédiaires ont recours au troc ou à la location à court terme ; lorsque les convois sont interceptés, l'internet par satellite et d'autres technologies sont intégrés à la chaîne logistique pour assurer la coordination. Le résultat n'est pas une « guerre par débordement » unique et linéaire, mais une mosaïque de monopoles localisés de la violence, financés par les rentes liées aux armes et le travail mercenaire.

La mobilisation mercenaire restera flexible, mais sa direction sera surtout déterminée par les évolutions politico-militaires au Soudan. L'évolution des lignes de front au Darfour, le contrôle des points de passage frontaliers, des pistes d'atterrissement et des bases aériennes, et même l'émergence d'un processus politique au Soudan, définiront les paramètres de déplacement des combattants, l'ouverture ou la fermeture de corridors et la façon dont les armes sont intégrées dans les circuits. Les ancrages communautaires renforcent cette flexibilité en fournissant des réseaux durables de confiance et de mobilité qui persistent même quand les alliances formelles évoluent. Les liens transnationaux des mercenaires permettront aux combattants et aux intermédiaires de s'adapter rapidement aux circonstances changeantes au Soudan, et de garantir que lorsque les lignes de front se déplaceront ou que de nouvelles opportunités apparaîtront, tant le recrutement que les routes d'approvisionnement se réorganisent facilement.

Mais il est essentiel de souligner que la situation actuelle est peut-être trompeuse. L'intensité des combats au Soudan a créé une force d'attraction qui canalise les armes, les munitions et la main-d'œuvre armée vers l'intérieur, concentrant les flux vers le Darfour et le Kordofan plutôt que de les disperser. Cette dynamique explique pourquoi, malgré des détournements d'armes relativement constants vers la Libye et le Tchad, les marchés locaux n'ont pas encore connu de saturation totale. Les munitions, en particulier les calibres les plus adaptés aux champs de bataille soudanais, continuent d'affluer de façon régulière vers les FSR, tandis que les armes plus lourdes et plus sophistiquées ne sont détournées vers l'extérieur que de façon occasionnelle, et vers des acheteurs spécifiques. Les mercenaires, eux-aussi, se sont concentrés près des frontières du Soudan, travaillant en tant qu'escortes de convois ou servant d'intermédiaires logistiques, car c'est là qu'ils peuvent trouver salaires et matériel.

Paradoxalement, cette demande liée à la guerre agit comme un mécanisme de frein temporaire à une prolifération et des détournements de plus grande ampleur. Le fait même que les FSR aient besoin d'importants volumes de munitions et d'employer massivement des combattants étrangers a limité la mesure dans laquelle ces approvisionnements se déversent sans contrôle sur les marchés périphériques. Ce qui semble aujourd'hui maîtrisé pourrait en réalité masquer un phénomène de stockage bien plus important : des entrepôts, des caches d'armes et des réseaux qui ne disparaîtront pas en même temps que le conflit.

Du point de vue de la criminalité organisée transnationale, la phase la plus dangereuse est encore à venir. Lorsque le champ de bataille soudanais finira par se résorber – que ce soit par épuisement, par impasse militaire ou par un accord sous médiation internationale – la même infrastructure logistique restera en place, mais la force d'attraction qui canalise actuellement armes et combattants s'affaiblira. À ce stade, trois scénarios, bien que non mutuellement exclusifs, deviennent plausibles :

- Un débordement rapide : à mesure que la demande des FSR diminue, le surplus de matériel est déversé sur les marchés frontaliers, faisant chuter les prix unitaires et abaissant considérablement les barrières à l'armement pour les groupes criminels, les bandits et les milices locales.

- Une réorientation des mercenaires : les combattants étrangers, qui ne sont plus liés à des commanditaires ou bailleurs de fonds soudanais, se tournent à nouveau vers d'autres économies transfrontalières, dont l'orpailage, le racket de convois et le banditisme organisé. Leur rôle établi d'escortes et d'intermédiaires leur permet de redéployer rapidement leurs services au profit de quiconque en mesure de payer – qu'il s'agisse de trafiquants ou de milices régionales – formant un vivier de « main-d'œuvre armée » instable et déstabilisateur.
- Une gouvernance criminelle hybride : les intermédiaires tribaux et les commandants mercenaires consolident leurs rôles de régulateurs de facto du commerce. En contrôlant les dépôts, les postes de contrôle et la protection des convois, ils s'imposent comme des intermédiaires indispensables entre les autorités étatiques et les économies illicites, intégrant les revenus du trafic aux structures de gouvernance locale des zones frontalières.

Le risque n'est donc pas nécessairement celui d'une « guerre par débordement » unique et à grande échelle se propageant depuis le Soudan. Il réside plutôt dans la criminalisation progressive des économies frontalières, où prolifèrent de multiples monopoles de la violence à petite échelle. Chaque puisement dans les stocks saturés d'armes d'origine soudanaise et chaque recours à une main-d'œuvre mercenaire redéployée risquent d'alimenter le trafic de drogue, les réseaux d'extorsion liés aux migrations et les conflits locaux. Cette propagation lente est plus difficile à détecter, mais finalement plus corrosive pour la gouvernance : elle enferme les régions frontalières dans des cycles de prédateurs, augmente le coût du maintien de l'ordre et des réformes, et compromet la viabilité des initiatives régionales de stabilisation.

Des instruments régionaux existent déjà pour appuyer une réponse plus élaborée. La Convention de Kinshasa de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)¹⁴⁸, la Convention sur les armes légères et de petit calibre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que le cadre de réforme du secteur de la sécurité et les orientations en matière de DDR de l'Union africaine, offrent tous des structures sur lesquelles le Tchad et la Libye peuvent s'appuyer sans avoir à créer de nouvelles institutions¹⁴⁹. L'essentiel est de traduire ces normes en mesures concrètes au niveau des frontières, grâce à des équipes ministérielles dédiées – de petites unités techniques au sein des ministères de l'Intérieur, de la Défense ou de la Justice – et à des initiatives discrètes de stabilisation et de développement au niveau communautaire dans les zones touchées par les flux illicites. En soutenant localement des projets de développement et de moyens de subsistance, ces mécanismes peuvent renforcer les autorités municipales et les leaders communautaires dans les zones frontalières, créant ainsi des incitations concrètes à privilégier la stabilité et à réduire la dépendance aux revenus générés par les économies liées aux conflits.

Recommendations

Afin d'atténuer les risques posés par la circulation des armes et de mercenaires à travers les zones frontalières entre la Libye, le Tchad et le Soudan, et de réduire la déstabilisation à long terme de la région du Sahel dans son ensemble, les actions suivantes sont recommandées :

- **Prendre en compte les mercenaires dans la planification du désarmement :** les cadres de désarmement ou de cessez-le-feu qui considèrent les mercenaires comme des acteurs périphériques échoueront à appréhender la réalité de la circulation conjointe des armes et de la main-d'œuvre. Les combattants qui se déplacent entre la Libye, le Tchad et le Soudan doivent être considérés comme une catégorie distincte dans les efforts de DDR, et pris en compte dans les processus plus larges de réforme du secteur de la sécurité.
- **Assécher les surplus d'armes sur les marchés locaux :** des programmes ciblés de collecte ou de rachat dans les principaux hubs de trafic d'armes pourraient réduire la saturation en armes avant que celles-ci ne s'enracinent plus profondément dans les économies criminelles et de conflit. Ces initiatives devraient être accompagnées d'équipes mobiles de marquage et de destruction, et s'appuyer sur les méthodologies mises au point par l'Institut

des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, le Small Arms Survey et le Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique, afin de garantir que le matériel collecté soit définitivement retiré de la circulation et non recyclé dans la revente.

- **Recourir aux sanctions pour perturber les réseaux de courtage :** les chefs mercenaires, les organisateurs de convois et les courtiers transfrontaliers jouent un rôle crucial dans le maintien des flux d'armes et la mobilisation des combattants. Pourtant, les intermédiaires logistiques et financiers qui les soutiennent échappent souvent aux sanctions existantes. L'ONU, l'UE, l'Union africaine ou les autorités nationales chargées des sanctions devraient donc appliquer systématiquement des mesures contre les sociétés écrans, les opérateurs aériens, les affréteurs et les fournisseurs de carburant qui sous-tendent ces réseaux. Le traçage des bénéficiaires effectifs et des flux financiers par les unités régionales de renseignement financier peut contribuer à exposer les intermédiaires qui transforment les violations d'embargo en gains commerciaux. Associer de telles mesures à la documentation et à la divulgation publique des pratiques de courtage augmenterait les coûts de la facilitation, renforcerait les efforts locaux de contrôle des armements et créerait de véritables effets dissuasifs sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- **Intégrer la mise en œuvre des sanctions aux efforts de surveillance des embargos et de DDR :** des groupes d'experts et des opérations de paix surveillent déjà le respect des embargos, mais leurs travaux se traduisent rarement par des désignations effectives ou une application coordonnée. Des suivis et échanges réguliers entre les comités chargés des sanctions, les autorités, les responsables DDR et les missions de terrain permettraient de garantir que les rapports sur les embargos informent mieux les décisions en matière de sanctions, et que les preuves recueillies sur les routes des convois, les liaisons aériennes et les circuits financiers soutiennent les efforts de contrôle des armements et de démobilisation dans la région.
- **Lier le contrôle des armes à un règlement politique au Soudan :** tout règlement politique éventuel au Soudan doit être élaboré en tenant compte des risques de prolifération régionale. Les clauses de cessez-le-feu et les dispositions de désarmement seront inefficaces si elles supposent que les armes ou les mercenaires resteront confinés à l'intérieur des frontières soudanaises. Intégrer la gestion des armes, la démobilisation des mercenaires et la surveillance transfrontalière dans un cadre de paix permettrait de garantir que les accords ne traitent pas seulement du conflit immédiat, mais aussi des circuits collatéraux qui alimentent l'instabilité au Tchad et en Libye.
- **Perturber les économies logistiques plutôt que les frontières :** Les tentatives de fermeture totale des frontières se sont avérées à la fois inapplicables et contre-productives, interrompant souvent le commerce légal. Une stratégie plus efficace consiste à augmenter les coûts opérationnels des convois de réapprovisionnement en se concentrant sur les systèmes logistiques qui les soutiennent. Cela pourrait inclure la réglementation du stockage de carburant en grande quantité dans les zones proches des points de transit connus, et l'introduction de contrôles fondés sur les risques, rendant le trafic plus couteux, plus dommageable en termes de réputation et moins prévisible. Ces mesures perturbent les réseaux de facilitation dont dépendent les groupes mercenaires, tout en minimisant l'impact sur les communautés frontalières qui vivent du commerce licite.

Le tableau à venir est clair : les armes et les mercenaires alimenteront la prolifération depuis le Soudan, remodelant les économies régionales et les contrats sociaux bien après la fin de la guerre. La question qui se pose aux décideurs politiques n'est pas de savoir si ces flux peuvent être arrêtés, mais s'ils peuvent être ralentis, gérés et canalisés de manière à empêcher qu'ils ne déstabilisent davantage la région.



Notes

- 1 Voir Amnesty International, *New weapons fuelling the conflict in Sudan*, juillet 2024, <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2024/07/new-weapons-fuelling-the-sudan-conflict/>.
- 2 HCDH, *Sudan war intensifying with devastating consequences for civilians, UN Fact-Finding Mission says*, juin 2025, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/06/sudan-war-intensifying-devastating-consequences-civilians-un-fact-finding>.
- 3 Groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires, *Role of mercenaries, mercenary-related actors and private military and security companies in the trafficking and proliferation of arms*, Conseil des droits de l'homme des Nations unies, septembre 2024, <https://docs.un.org/en/A/HRC/57/45>.
- 4 Rapports du Groupe d'experts de l'ONU de 2023, 2024 et 2025 sur la Libye et le Soudan.
- 5 Rupert Horsley et Jessica Gerken, *Libya: Stability fuels rebound in human smuggling*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-LIBYA.pdf>; Noria Research, *Predatory economies in eastern Libya: The dominant role of the Libyan National Army*, GI-TOC, juin 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/eastern-libya-lna/>; Tim Eaton et al, *The development of Libyan armed groups since 2014*, Chatham House, Middle East and North Africa Programme, mars 2020, <https://www.chathamhouse.org/2020/03/development-libyan-armed-groups-2014>.
- 6 Rapport du Groupe d'experts de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Sudan 2022*, 2022, <https://docs.un.org/en/S/2022/48>.
- 7 Le FACT est un mouvement dirigé par les Gorane, fondé dans le sud de la Libye en 2016, qui est devenu l'un des groupes rebelles tchadiens les plus actifs sur le plan militaire. Ses combattants ont joué un rôle tant dans les conflits en Libye que dans l'incursion de 2021 au Tchad qui a abouti à la mort du président Idriss Déby. L'UFDD-F est une faction dissidente de l'UFDD de Mahamat Nouri, dominée par les Anakaza, qui trouve ses racines dans les guerres antérieures par procuration entre le Tchad et le Soudan. Le CCMSR, formé en 2016, est principalement issu des communautés kreda gorane et arabes du nord du Tchad, et a opéré à partir des bases dans le sud de la Libye et dans la région du Tibesti. Les Gorane (aussi connus sous le nom de Daza) sont une branche de la grande famille ethnolinguistique des Touhou qui habite le nord du Tchad, le sud de la Libye et certaines régions du Niger. Au sein des Gorane, les Anakaza sont l'un des principaux sous-clans, traditionnellement basés autour de Faya-Largeau et de la région de Borkou, tandis que les Kreda (ou Kreda Gorane) constituent un autre sous-groupe important concentré au Kanem et dans le Tibesti. Tous deux ont historiquement fourni des commandants et des combattants aux mouvements rebelles tchadiens, souvent aux côtés des communautés arabes du nord du Tchad qui partagent des liens commerciaux et familiaux à travers la Libye et le Soudan. Pour plus d'informations, voir Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle*, Small Arms Survey, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/tubu-trouble-state-and-statelessness-chad-sudan-libya-triangle-hsba-working-paper-43>.
- 8 RFI, Des centaines de rebelles de l'UFDD rentrent au Tchad pour intégrer le processus de DDR, janvier 2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240104-des-centaines-de-rebelles-du-ufdd-rentrent-au-tchad-pour-int%C3%A9grer-le-processus-de-ddr>; Alice Fereday, *Chad human smuggling picks up amid persisting instability and the Sudan conflict*, GI-TOC, septembre 2024, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2024/08/Alice-Fereday-Chad-Human-smuggling-picks-up-amid-persisting-instability-and-the-Sudan-conflict-GI-TOC-September-2024.pdf>.

- 9 Al Jazeera, *Chad military gov't, opposition groups sign peace deal in Qatar*, août 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/8/8/chad-military-govt-opposition-groups-sign-peace-deal-in-qatar>.
- 10 Alexandre Bish, Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>.
- 11 Jeddi a accédé au pouvoir après la révolution de 2011 en s'appuyant sur des réseaux tribaux et alliances régionales, d'abord avec les forces Misratan, puis avec l'ANL. Voir Tim Eaton et al, *The development of Libyan armed groups since 2014*, Chatham House, Middle East and North Africa Programme, mars 2020, <https://www.chathamhouse.org/2020/03/development-libyan-armed-groups-2014>.
- 12 Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport du secrétaire général de l'ONU sur la Libye, janvier 2022, <https://docs.un.org/en/S/2022/31>.
- 13 Sarah Vernhes, *Libya: A new power struggle is taking shape in Sebha*, The Africa Report, décembre 2021, <https://www.theafricareport.com/158880/libya-a-new-power-struggle-is-taking-shape-in-sebha/>.
- 14 Pour éviter de s'aliéner les Awlad Suleiman, Tariq Bin Ziyad a maintenu une coordination étroite avec Hassan al-Zadma, commandant de la 128e brigade et autre membre de la tribu awlad suleiman. La consolidation du pouvoir d'Al-Zadma a permis de constituer un tampon politique pour l'ANL après l'éviction de Jeddi, apaisant la tribu influente de Sebha.
- 15 Tim Eaton, *Stability at what cost? Smuggling-driven development in the Libyan city of Kufra*, Chatham House, février 2023, <https://www.chathamhouse.org/2023/02/stability-what-cost-smuggling-driven-development-libyan-city-kufra>.
- 16 Les Touhou (aussi appelés Tebu ou Tibbu) sont généralement divisés en sous-clans ou lignées, dont certains se différencient selon les régions et ont des orientations politiques ou des liens historiques distincts. Les Gorane sont surtout localisés dans le centre et le nord du Tchad, historiquement liés aux circuits commerciaux du désert et à la mobilité transfrontalière en Libye, tandis que les Kreda sont plus installés dans les zones sahéliennes plus au sud. En raison de leur positionnement et de leurs réseaux, les communautés gorane étaient relativement mieux placées pour coopérer avec les éléments des FSR opérant à travers la Libye, rendant leur collaboration avec les intermédiaires touhou à Rebiana plus probable.
- 17 Rupert Horsley et Jessica Gerken, *Libya: Stability fuels rebound in human smuggling*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-LIBYA.pdf>.
- 18 La « tentative de stabilisation » fait référence aux efforts déployés par Khartoum entre 2015 et 2018 pour renforcer son contrôle sur le Darfour et ses zones frontalières. Le régime de Bechir a officialisé les FSR comme sous l'autorité du NISS, les chargeant de la lutte contre l'insurrection et de la surveillance des frontières, et a coordonné ses actions avec les milices locales pour limiter l'infiltration des rebelles en provenance de Libye et du Tchad. Bien que présentée comme une mesure de stabilisation, la campagne s'appuyait sur des arrangements hybrides qui brouillaient les frontières entre l'autorité de l'État, des milices et des acteurs commerciaux. Voir Jérôme Tubiana, *Remote-control breakdown: Sudanese paramilitary forces and pro-government militias*, Small Arms Survey, avril 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/remote-control-breakdown-sudanese-paramilitary-forces-and-pro-government-militias-hsba>.
- 19 Jérôme Tubiana et al, *Multilateral damage: The impact of EU migration policies on central Saharan routes*, Clingendael, septembre 2018, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-09/multilateral-damage.pdf>.
- 20 Rupert Horsley et Jessica Gerken, *Libya: Stability fuels rebound in human smuggling*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-LIBYA.pdf>.
- 21 Al Jazeera, *Who are Chad's FACT rebels and what are their goals?*, Facebook, avril 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/4/21/who-are-chads-fact-rebels-and-what-are-their-goals>.
- 22 Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, Communiqué de Presse N°006/B.E/2021, Facebook, avril 2021, <https://www.facebook.com/LeFACT/photos/a.1706511352971723/2958371097785736/>.
- 23 France 24, *Air strike on south Libyan town kills more than 40*, août 2019, <https://www.france24.com/en/20190805-air-strike-libya-haftar>.
- 24 Hassane Koné, *Arms trafficking from Libya to Niger is back in business*, ISS Africa, juillet 2022, <https://issafrica.org/iss-today/arms-trafficking-from-libya-to-niger-is-back-in-business>.
- 25 Le désengagement progressif des auxiliaires soudanais de l'ANL, entre 2020 et 2023-2024, a constitué un contexte déterminant des stratégies de recrutement des FSR. Après la guerre de Tripoli, les forces de Haftar avaient accueilli quelque 15 000 combattants soudanais issus de mouvements darfouriens au sein de la 128e brigade et d'autres unités. À mesure que les finances de l'ANL s'amenaient et que Saddam Haftar renforçait son contrôle, les paiements en espèces à ces groupes ont été suspendus et progressivement remplacés par des allocations de carburant en nature. À l'horizon 2022-23, même ces compensations ont diminué alors que les unités de l'ANL cherchaient à monopoliser les profits du trafic. Beaucoup de combattants soudanais ont alors été démobilisés, se sont redéployés vers les zones aurifères du Tibesti et de Kouri Bougoudi, ou ont réintégré des factions soudanaises. Cette attrition a érodé l'aile mercenaire de

- l'ANL dans le sud de la Libye et explique pourquoi, quand la guerre au Soudan a éclaté, les auxiliaires darfouriens ont reflué vers le Darfour. Cela a également permis aux forces de l'ANL d'entretenir un lien quasi exclusif avec les FSR et de pérenniser cette relation ainsi que leurs lignes d'approvisionnement en Libye.
- 26 Reuters, *East Libyan forces and Chadian rebels clash in southern Libya*, septembre 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/east-libyan-forces-chadian-rebels-clash-southern-libya-2021-09-15/>.
- 27 Le terme « Toroboro » semble dériver du nom « Tora Bora », en référence aux grottes des montagnes afghanes où Oussama ben Laden a survécu aux bombardements américains. Pendant la guerre du Darfour, en 2003–2004, les forces gouvernementales soudanaises employaient ce terme pour désigner les rebelles darfouriens qui, à l'instar des Talibans à Tora Bora, s'étaient réfugiés dans les zones montagneuses pour échapper aux bombardements aériens. Le surnom a ensuite été adopté par les rebelles eux-mêmes, en particulier les combattants de l'Armée de libération du Soudan, et s'est diffusé au fil du temps au Tchad, où il est devenu une étiquette générique pour les combattants darfouriens, quelle que soit leur faction. Dans l'usage courant, « Toroboro » a ensuite évolué pour designer de façon large les groupes armés liés au Darfour et les auxiliaires opérant au Soudan, au Tchad et en Libye, en particulier (mais pas exclusivement) d'origine zaghawa. Bien qu'ils ne disposent pas d'un commandement uniifié, ils sont reconnus pour leur mobilité, leur connaissance du terrain désertique et leur capacité à fournir des escortes armées pour les convois de contrebande d'armes, de carburant ou d'or. Depuis 2020, les éléments Toroboro ont collaboré de manière intermittente avec des groupes armés darfouriens et des intermédiaires liés aux FSR, agissant comme des facilitateurs indépendants au sein des réseaux transfrontaliers de contrebande et de logistique. Pour plus de contexte, voir Jérôme Tubiana, *The Chad-Sudan proxy war and the 'Darfurization' of Chad: Myths and reality*, Small Arms Survey, avril 2008, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-12-Chad-Sudan-Proxy-War.pdf>.
- 28 Les Zaghawa sont un groupe ethnique transnational présent dans l'est du Tchad, l'ouest du Soudan (notamment au Darfour-Nord) et certaines régions de Libye. Ils ont historiquement joué un rôle important dans la politique, le commerce et les mouvements armés de part et d'autre des zones frontalières entre le Tchad et le Soudan. Au Tchad, de nombreuses élites zaghawa sont étroitement liées au régime Déby et aux structures de sécurité de l'État (y compris le président Mahamat Idriss Déby, lui-même d'ascendance zaghawa, bien qu'en partie touhou-gorane par sa mère), tandis que d'autres restent engagées dans des groupes d'opposition et le commerce transfrontalier. Les réseaux de parenté zaghawa chevauchent les frontières nationales, leur permettant d'agir comme des intermédiaires clés dans les flux d'armes, le commerce et les migrations.
- 29 L'accord de paix de Juba, signé en octobre 2020 entre le gouvernement de transition soudanais et plusieurs mouvements armés – dont des factions du Mouvement de libération du Soudan, du Mouvement pour la justice et l'égalité et du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord – a déclenché des processus formels de démobilisation et d'intégration dans le secteur de la sécurité. Bien que destiné à stabiliser le Darfour et d'autres régions périphériques, des retards dans sa mise en œuvre et des financements insuffisants ont laissé de nombreux anciens combattants sans perspectives claires de réintégration. Ainsi, certains combattants démobilisés se sont tournés vers le trafic d'armes et la contrebande transfrontalière comme sources alternatives de revenus.
- 30 Alice Fereday, *Chad human smuggling picks up amid persisting instability and the Sudan conflict*, GI-TOC, septembre 2024, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2024/08/Alice-Fereday-Chad-Human-smuggling-picks-up-amid-persisting-instability-and-the-Sudan-conflict-GI-TOC-September-2024.pdf>.
- 31 Ibid.
- 32 Dans le contexte du conflit au Darfour, les groupes arabes étaient généralement alignés avec le gouvernement soudanais, notamment au sein, ou aux côtés, des milices janjawid, qui ont par la suite évolué pour former les FSR. Les Tama, en revanche, ont historiquement été plus proches des mouvements rebelles non arabes, opposés au gouvernement soudanais, comme le Mouvement pour la justice et l'égalité et les différentes factions du Mouvement de libération du Soudan.
- 33 Mohammed Yusuf, *Over 100 gold miners killed in clashes, says Chad government*, VOA News, mai 2022, <https://www.voanews.com/a/around-100-dead-in-clashes-between-chad-gold-miners-/6595299.html>.
- 34 Josef Skrdlik, *Chad: Disarmament ordered after deadly clashes among illegal miners*, Organized Crime and Corruption Reporting Project, juin 2022, <https://www.occrp.org/en/news/chad-disarmament-ordered-after-deadly-clashes-among-illegal-miners>.
- 35 Alwihda Info, Tchad : la SONEMIC annonce la reprise de l'orpaillage à Kouri Bougoudi, 19 septembre 2022, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-la-SONEMIC-annonce-la-reprise-de-l-orpaillage-a-Kouri-Bougoudi_a117165.html.
- 36 Des documents confidentiels qui proviendraient du ministère des Mines du Tchad, obtenus et publiés par TchadOne en août 2025, mettent en lumière l'ampleur de ces « flux cooptés ». Ils indiquent que 138 entreprises opéraient sur 327 sites miniers à l'échelle nationale – 324 dans le secteur de l'or, deux dans celui de l'antimoine, et un permis d'exploration diamantifère dans le Logone Oriental – et confirment également l'existence d'une

- extraction clandestine de platine. Une grande partie de cette activité est contrôlée par des réseaux liés au président Mahamat Déby via la compagnie minière nationale SONEMIC et des entreprises alliées, telles que GEMIA Mineral et GLGLI SARL, qui acheminent la production depuis le Tibesti et Batha vers les marchés internationaux en Turquie et en Chine. Voir : <https://x.com/TchadOne/status/1836699493128876432>.
- 37 Groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires, *Role of mercenaries, mercenary-related actors and private military and security companies in the trafficking and proliferation of arms*, Conseil des droits de l'homme des Nations unies, septembre 2024, <https://docs.un.org/en/A/HRC/57/45>.
- 38 Ce rapport vise à examiner tous les flux d'armes documentés ou présumés transitant par la Libye, le Tchad et le Soudan. Si plusieurs sources ont corroboré l'existence de lignes d'approvisionnement des FSR passant par la Libye et l'est du Tchad, aucune preuve comparable n'a été trouvée concernant des filières durables et de grande ampleur soutenant les SAF à travers le territoire libyen ou tchadien, à l'exception de la mobilisation de groupes rebelles darfouriens, basés en Libye ou dans l'est du Tchad, qui se sont alignés sur les SAF fin 2023 et tout au long de 2024. Ces groupes, initialement mobilisés au sein de la Force conjointe des mouvements de lutte armée (JFASM), semblent avoir opéré à partir de leurs propres stocks d'armes, plutôt qu'en recourant à des chaînes d'approvisionnement externes. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer la portée, l'évolution et les facteurs externes favorisant l'émergence, avérée ou à venir, des chaînes d'approvisionnement liées aux SAF.
- 39 Comme l'avaient déjà montré le groupe d'experts de l'ONU et des enquêtes open source depuis au moins 2016, l'est de la Libye était une destination régulière pour les vols émiratis et un hub pour la livraison de matériel aux forces de Haftar, en violation de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Libye.
- 40 Alwasat, *Kufra Airport resumes flight activity*, novembre 2022, <https://alwasat.ly/news/libya/379160>.
- 41 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/673>; Alaraby, *Libyan Sources: Haftar transfers military equipment to Kufra near the border with Sudan*, avril 2023, <https://bit.ly/48q45G1>.
- 42 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/673>.
- 43 Ibid.
- 44 Ibid.
- 45 Jason Burke, *A war for our age: how the battle for Sudan is being fuelled by forces far beyond its borders*, The Guardian, avril 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/apr/30/a-war-for-our-age-how-the-battle-for-sudan-is-being-fuelled-by-forces-far-beyond-its-borders>.
- 46 Jason Burke et Zeinab Mohammed Salih, *Libyan warlord could plunge Sudan into a drawn-out 'nightmare' conflict*, The Guardian, avril 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/apr/23/libyan-warlord-could-plunge-sudan-into-a-drawn-out-nightmare-conflict>.
- 47 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/65>.
- 48 Qantara, *UN Special Envoy Volker Perthes on Sudan: 'We must make sure this war does not drag on'*, novembre 2023, <https://qantara.de/en/article/un-special-envoy-volker-perthes-sudan-we-must-make-sure-war-does-not-drag>.
- 49 Wolfram Lacher, *A most irregular army – The rise of Khalifa Haftar's Libyan Arab Armed Forces*, SWP Berlin, novembre 2020, https://www.swp-berlin.org/publications/products/arbeitspapiere/2020WP02_FG06_lac.pdf.
- 50 Les Awlad Suleiman sont un groupe tribal arabe présent dans le sud de la Libye, le nord du Tchad et l'est du Niger. Au Niger, les communautés s'identifient comme Awlad Suleiman se concentrent dans les régions de Diffa et de Zinder, et entretiennent des liens de parenté, commerciaux et de contrebande de longue date avec leurs frères libyens. L'ancien président nigérien Mohamed Bazoum retrace également sa filiation aux Awlad Suleiman, soulignant l'envergure transnationale de la tribu et son importance politique à travers le Sahara central. Pour plus d'informations sur les rôles politiques et transnationaux des Awlad Suleiman, voir Jérôme Tubiana, *Lost in transnation, Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern border*, Small Arms Survey, décembre 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf>.
- 51 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/673>.
- 52 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final Report of the Panel of Experts on Libya – 2021*, 2021, <https://docs.un.org/en/S/2021/229> et Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2024*, 2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/005/64/pdf/n2400564.pdf>.
- 53 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/673>
- 54 IntelBrief, *Libyan warlord exploits Sudan crisis*, The Soudan Center, mai 2023, <https://thesoufancenter.org/intelbrief-2023-may-23/>; entretien avec Wolfram Lacher, « En Libye, les milices sont l'État », 2025, https://www.swp-berlin.org/publications/products/medienbeitraege/072-077_LACHER_MO65.pdf.

- 55 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/914>.
- 56 Rupert Horsley, *Libya: Hybrid migration systems underpin resilience of human smuggling in 2024*, GI-TOC, octobre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/human-smuggling-and-trafficking-in-north-africa-and-the-sahel-2025/>.
- 57 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/673>; Sky News Arabia, *Sudanese Armed Forces assert control over Chevrolet Base, TikTok*, avril 2023, <https://www.tiktok.com/@skynewsarabia/video/7224073448639778050>.
- 58 Matt Herbert et Emadeddin Badi, *Sudan: Conflict drives mass refugee movement and fuels human smuggling*, GI-TOC, octobre 2024, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2024/10/Matt-Herbert-Emadeddin-Badi-Sudan-Conflict-drives-mass-refugee-movement-and-fuels-human-smuggling-GI-TOC-October-2024.v2.pdf>.
- 59 Ibid.
- 60 Cet exode régulier a également entraîné une contraction notable de la présence des combattants rebelles dans le sud de la Libye, car la mobilisation vers le Soudan a épuisé les effectifs des groupes tels que le FACT et le CCMSR en Libye.
- 61 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/65>.
- 62 Declan Walsh, Christopher Koettl et Eric Schmitt, *Talking peace in Sudan, the UAE secretly fuels the fight*, The New York Times, 29 septembre 2023, <https://www.nytimes.com/2023/09/29/world/africa/sudan-war-united-arab-emirates-chad.html>.
- 63 Declan Walsh et Christoph Koettl, *How a US ally uses aid as a cover in war*, The New York Times, septembre 2024, <https://www.nytimes.com/2024/09/21/world/africa/uae-sudan-civil-war.html>.
- 64 Reade Levinson et David Lewis, *Dozens of UAE flights head to airstrip UN says supplies arms to Sudan rebels*, Reuters, septembre 2025, <https://www.reuters.com/world/uae-flights-flood-airstrip-un-says-supplies-weapons-sudan-rebels-2024-12-12/>.
- 65 Zurq/Zurug/Zuruq/Zuruk (souvent prononcé Zürük) est un toponyme courant au Darfour et sert également de référence ethnique pour désigner les Darfouriens africains non arabes. Localité clé dans la guerre au Soudan, al-Zuruk se situe dans le nord du Darfour, à l'est de Bir Mirgui. Souvent appelée Zuruk, elle constitue un point de passage important pour la contrebande de carburant et le trafic d'armes intermittent via le Tchad et la Libye, et abrite une base militaire qui a changé de mains au cours du conflit. Les SAF s'en sont emparées en janvier 2025, avant que les FSR ne la reprennent à la mi-année. Zuruk est largement considérée comme le lieu de naissance de Hemedti. Um al-Qura, la ville d'origine de Hemedti, se trouve dans le Darfour-Sud, plus proche des zones frontalières avec la République centrafricaine. Elle constitue également un point de passage pour le trafic d'armes vers le sud du Darfour via le Tchad, et se situe dans la région plus large où aurait grandi Hemedti. Ce dernier a passé une grande partie de sa jeunesse comme éleveur nomade de chameaux - ce qui explique qu'il soit difficile d'identifier un point fixe d'origine unique - mais on estime que Hemedti a passé son enfance autour d'Um al-Qura, Yara et Nyala.
- 66 Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, juin 2025.
- 67 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2023*, 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/93>.
- 68 Ibid.
- 69 Elliott Brachet, ‘*What has happened is genocide*: *Massacres in the Sudanese city of El Geneina*’, Le Monde, janvier 2024, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2024/01/29/what-has-happened-is-genocide-massacres-in-the-sudanese-city-of-el-geneina_6476140_124.html.
- 70 Mohammed Amin, *Sudan: Darfuri rebels split as RSF offensive on al-Fasher looms*, Middle East Eye, 22 novembre 2023, <https://www.middleeasteye.net/news/sudan-darfur-rebels-split-rsf-offensive-al-fasher-looms>.
- 71 Dabanga Sudan, *Minawi's Sudan Liberation Movement to fight alongside army*, mars 2024, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/minawis-sudan-liberation-movement-to-fight-alongside-army>; James Copnall et Dana Nesta Kupemba, *Sudan civil war: Darfur's Jem rebels join army fight against RSF*, BBC, novembre 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-67450204>.
- 72 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2025*, 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/239>.
- 73 Ibid.
- 74 Voir l' annexe 12 de Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/914>.
- 75 Ma'aten al-Sarah est une base aérienne dans une oasis désertique de l'ère Kadhafi, située dans le sud-est de la Libye (district de Kufra). Elle a longtemps été considérée comme la principale base aérienne militaire du sud libyen, disposant de plusieurs pistes et de vastes aires de stationnement. Lors de la guerre Toyota entre la Libye et le Tchad, les forces tchadiennes ont mené un raid surprise sur la base le 5 septembre 1987, une action décisive qui a neutralisé la puissance aérienne libyenne dans le sud et contribué à précipiter le cessez-le-feu quelques jours plus tard. La base est ensuite tombée en désuétude, jusqu'à retrouver son importance après la guerre civile soudanaise de 2023.
- 76 Outre les armes, une part importante des livraisons aux FSR consistait en véhicules (notamment des véhicules

- à quatre roues motrices), dont l'usage était très intense. Ces véhicules relevaient une importance stratégique comparable à celles des armes légères ou des munitions, étant donné la dépendance des FSR à la mobilité entre les différents fronts au Soudan.
- 77 Andrew McGregor, *Russia increasing military presence in Africa by reviving desert airbase in the Libyan Sahara*, The Jamestown Foundation, avril 2025, <https://jamestown.org/program/russia-increasing-military-presence-in-africa-by-reviving-desert-airbase-in-the-libyan-sahara/>.
- 78 Entretien à distance avec un diplomate de l'Union européenne, décembre 2024; entretien avec un haut responsable américain de la défense, Washington DC, USA, octobre 2024; entretien avec un diplomate du Royaume-Uni, Londres, UK, décembre 2024; entretien à distance avec un résident de Kufra, novembre 2024; entretien à distance avec un haut responsable libyen de la défense, décembre 2024.
- 79 Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, juin 2025 ; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025 ; entretien avec un commandant touou dans le sud-est de la Libye, juin 2025.
- 80 Entretien avec un expert tchadien sur les économies illicites, février 2025; Saleh Abdelkerim Habré: La chute de l'homme de Salvadorre, Le N'Djam Post, février 2025, <https://lendjampost.com/saleh-abdelkerim-habre-la-chute-de-lhomme-de-salvadorre/>; échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, juin 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 81 GI-TOC, Conflits, coups d'État et conteneurs : pourquoi les itinéraires de la cocaïne au Sahel ont été perturbés, Bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 12, mai 2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-012/fr/01-conflict-coups-containers-why-sahel-cocaine-routes-disrupted.html>.
- 82 Sudan Tribune, *Musa Hilal ousts the Secretary-General of the Awakening Council and strips him of his military rank*, mars 2023, <https://sudantribune.net/article271821/>.
- 83 Échanges avec un expert tchadien sur le trafic d'armes, juin 2025.
- 84 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2025*, 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/239>.
- 85 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/914>.
- 86 Entretien à distance avec un trafiquant d'armes dans le nord du Tchad, juin 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 87 Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, juin 2025.
- 88 Échanges avec des contacts à Kufra, avril 2025; entretien à distance avec un trafiquant d'armes dans le nord du Tchad, juin 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 89 Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, avril 2025.
- 90 Jedo Musa, *SRAC splinter under al-Dor joins the RSF*, avril 2024, Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=vME8BDG_Z8g.
- 91 Sudan Tribune, *Sources: Clashes between Darfuran factions on Libyan soil*, juin 2024, <https://sudantribune.net/article287292/>.
- 92 Salah Ahmed, Facebook, 21 août 2024, <https://www.facebook.com/share/p/1G9Ly58DZs/>.
- 93 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Libya – 2024*, 2024, <https://docs.un.org/en/S/2024/914>.
- 94 Alwasat, *Haftar discusses military, security, and economic cooperation with Chadian president*, juin 2024, <https://alwasat.ly/news/libya/440996>.
- 95 Échanges avec un expert tchadien sur le trafic d'armes, juin 2025.
- 96 Entretien à distance avec un trafiquant d'armes dans le nord du Tchad, juin 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 97 Échanges avec un expert tchadien sur le trafic d'armes, avril 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 98 Échanges avec un ancien trafiquant d'armes tchadien, juin 2025; entretien avec un trafiquant d'armes tchadien, juin 2025; entretien avec un chauffeur routier qui travaillait auparavant avec le réseau de Saleh Habré, juin 2025.
- 99 Échanges avec des contacts à Ubari et Ghat, avril 2025; échanges avec des contacts à Ubari, avril 2025.
- 100 Le MSA est apparu en 2016 comme une scission du Mouvement national de libération de l'Azawad - le principal mouvement séparatiste touareg qui avait mené la rébellion de 2012 dans le nord du Mali. Le MSA tirait une grande partie de son soutien de sous-groupes touareg tels que les Chamanamas et les Dahoussak. En 2019, il a rejoint la coalition Plateforme, elle-même intégrée en 2021 au Cadre Stratégique Permanent. En tant qu'organisation distincte, le MSA a de fait cessé d'exister, la plupart de ses combattants ayant été intégrés à d'autres entités armées. Néanmoins, le sigle « MSA » continue d'apparaître dans les rapports de terrain, souvent comme une référence au réseau de son président et cofondateur, Moussa Ag Acharatoumane. Le rôle persistant de ce dernier dans les réseaux transfrontaliers dahoussak explique en partie pourquoi le nom du MSA garde une certaine pertinence, notamment en lien avec les opérations de contrebande transitant par la Libye et la passe de Salvador vers le Niger et le Mali.
- 101 Échanges avec des contacts à Ubari, avril 2025.

- 102 Ibid.
- 103 Entretien avec un commandant militaire toubou, juin 2025.
- 104 Ibid.
- 105 Plus largement, cette scission reflétait des divisions internes au sein du commandement militaire de Haftar. Certains officiers, plus proches des EAU, considéraient les FSR comme un partenaire stratégique précieux. D'autres, alignés sur l'Égypte, se montraient de plus en plus méfiants face à l'implication de la Libye dans un conflit que Le Caire condamnait fermement. Ces désaccords étaient alimentés par les inquiétudes liées à l'autonomie croissante d'al-Zadma. À la fin de l'année 2024, sa fortune, ses réseaux tribaux et son influence transfrontalière – confortés par le soutien des Émirats – le faisaient apparaître moins comme un subordonné que comme un potentiel rival pour le contrôle exercé par la famille Haftar.
- 106 Échanges avec un contact libyen à Sebha surveillant les économies illicites, avril 2025; entretien avec un trafiquant d'armes tchadien opérant entre l'est et le nord du Tchad, avril 2025.
- 107 Carlos Gonzalez, *Colombian mercenaries in transit to Sudan via Libya – What do we know?*, Bellingcat, décembre 2024, <https://www.bellingcat.com/news/2024/12/13/colombian-mMercenaries-in-transit-to-sudan-via-libya-what-do-we-know/>.
- 108 ADF Magazine, *Colombian mercenaries, hired for UAE security, face fire in Sudan*, janvier 2025, <https://adf-magazine.com/2025/01/colombian-mercenaries-hired-for-uae-security-face-fire-in-sudan/>.
- 109 Santiago Rodríguez Álvarez, 'Lobos Del Desierto', *asi operan los mercenarios Colombianos en Sudan*, La Silla Vacía, mars 2025, <https://www.lasillavacia.com/silla-nacional/lobos-del-desierto-asi-operan-los-mercenarios-colombianos-en-sudan/>.
- 110 Al-Quds Al-Arabi, *Sudan accused Chad of delivering weapons to Hemedti through two airports and a land crossing*, novembre 2024, <https://bit.ly/4py5iSo>.
- 111 Asad Cabdullahi Mataan, *From Colombia to Bosaso – Mercenaries in Sudan's civil war*, Caasimada, septembre 2025, <https://www.caasimada.net/from-colombia-to-bosaso-mercenaries-in-sudans-civil-war/>; Al-Quds Al-Arabi, *Sudan accused Chad of delivering weapons to Hemedti through two airports and a land crossing*, novembre 2024, <https://bit.ly/4py5iSo>.
- 112 Reade Levinson et David Lewis, *Dozens of UAE flights head to airstrip UN says supplies arms to Sudan rebels*, Reuters, décembre 2024, <https://www.reuters.com/world/uae-flights-flood-airstrip-un-says-supplies-weapons-sudan-rebels-2024-12-12/>.
- 113 Mark Townsend, *Leaked UN experts report raises fresh concerns over UAE's role in Sudan war*, The Guardian, avril 2025, <https://www.theguardian.com/global-development/2025/apr/14/leaked-un-experts-report-raises-fresh-concerns-over-uaes-role-in-sudan-war>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2025*, 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/239>.
- 114 Ibid.
- 115 Santiago Rodríguez Álvarez, 'Lobos Del Desierto', *asi operan los mercenarios Colombianos en Sudan*, La Silla Vacía, mars 2025, <https://www.lasillavacia.com/silla-nacional/lobos-del-desierto-asi-operan-los-mercenarios-colombianos-en-sudan/>.
- 116 Tous les prix cités dans cette section ont été recueillis lors d'entretiens et à partir de relevés de données réalisés entre mars et juin 2025 dans le sud de la Libye (Sabha, Ubari, Ghat, Murzuq et Kufra) et au Tchad (nord, est, et région du Tibesti). Parmi les personnes interrogées figuraient des trafiquants d'armes, d'anciens militaires, des revendeurs, des coordinateurs de convois et des résidents. Ces données tarifaires reflètent les taux de conversion en vigueur entre mars et juin 2025 et visent à illustrer les tendances indicatives des marchés des munitions et des armes légères, et leur impact sur la demande et les flux sortants.
- 117 Entretien avec une source locale dans l'est du Tchad, juin 2025; Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, Juin 2025.
- 118 Entretien avec un trafiquant d'armes opérant à Tiné, mars 2025.
- 119 Échanges avec un expert tchadien sur les économies illicites, avril 2025; entretien avec un trafiquant d'armes tchadien, juin 2025; échanges avec un contact libyen à Sebha surveillant les économies illicites, juin 2025.
- 120 Libya Security Monitor, *LNA reshuffles 128 Brigade as tensions rise between Saddam Haftar and commander al-Zadma*, janvier 2025, <https://libyasecuritymonitor.com/lna-reshuffles-128-brigade-as-tensions-rise-between-saddam-haftar-and-commander-al-zadma/>.
- 121 Wolfram Lacher, *Libya's power struggles empower a clan*, Newlines Magazine, août 2024, <https://newlinesmag.com/spotlight/libyas-struggles-empower-clan/>.
- 122 Libya Al Ahrar, *Amid official secrecy, sources reveal to Al-Ahrar the details of the clashes in Al-Qatrún between Haftar's forces*, février 2025, <https://libyaalahrar.tv/2025/02/13/>.
- 123 GI-TOC, Conflits, coups d'État et conteneurs : pourquoi les itinéraires de la cocaïne au Sahel ont été perturbés, Bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Numéro 12, mai 2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-012/fr/01-conflict-coups-containers-why-sahel-cocaine-routes-disrupted.html>.
- 124 Entretien avec un expert tchadien sur les économies illicites, février 2025.
- 125 Echo of Fazan, Facebook, 15 mai 2025, <https://www.facebook.com/watch/?v=1597063587631912>.
- 126 Lors de l'assaut de mai 2025, plusieurs combattants de l'ANL ont été brièvement kidnappés avant d'être rapidement libérés lors d'une contre-offensive. Au cours de cette dernière, les forces de l'ANL ont capturé Hassan Kokni, un mercenaire tchadien agissant sous les ordres de Habré.

- 127 Un assaut ultérieur des groupes alignés sur Habré en juillet 2025 a une nouvelle fois abouti au kidnapping de soldats de l'ANL; ils ont été relâchés après un échange de prisonnier qui a permis la libération de Hassan Kokni. Voir <https://www.facebook.com/share/p/19zV3CSnMA/>; voir aussi le discours de Mohamed Eljarh, à la tête de la 676^e brigade: <https://www.facebook.com/share/p/v1GiBMYRadD/>.
- 128 Le chef des forces terrestres Saddam Haftar publie un décret ordonnant à Subul al-Salam de prendre le contrôle et de sécuriser la base aérienne d'al-Sarah, Facebook, 18 janvier 2025, <https://www.facebook.com/share/p/1YCsbpbP37/>.
- 129 Contrairement à la tribu des Awlad Suleiman, nombreuse et politiquement bien intégrée, à laquelle appartenait al-Zadma, les Zway exerçaient une influence localisée, centrée presque exclusivement sur Kufra et Ajdabiya, et avaient des liens familiaux plus étroits avec la famille Haftar. Renforcer le pouvoir de Subul n'était donc pas un simple choix logistique mais aussi un calcul politique – un effort pour déléguer la supervision des acteurs dissidents du SRAC sous l'égide d'al-Dor et réaligner le contrôle avec un allié loyal et plus contenu géographiquement.
- 130 Rich Tedd, X, 1er juillet 2025, <https://x.com/AfriMEOSINT/status/1939972023691686361>.
- 131 Mench Osint, X, 1er juillet 2025, <https://x.com/MenchOsint/status/1939980295240839676>.
- 132 Sudan Witness, *How we found an RSF military camp in the Libyan desert*, Centre For Information Resilience, juillet 2025, <https://www.info-res.org/articles/how-we-found-an-rsf-military-camp-in-the-libyan-desert/>.
- 133 Al Jazeera, *Sudan's army declares Khartoum state 'completely free' of paramilitary RSF*, mai 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/5/20/sudans-army-declares-khartoum-state-completely-free-of-paramilitary-rsf>.
- 134 Entretien avec un contrebandier de Kufra, Tripoli, juillet 2025.
- 135 Entretien avec un journaliste de Kufra, Tripoli, juillet 2025.
- 136 Sudan Tribune, *The Sudanese army accuses the Rapid Support Forces and Haftar's forces of attacking the trilateral border*, juin 2025, <https://sudantribune.net/article/301771>.
- 137 Al Jamaheer, *Rapid Support Forces take control of Mount Kusso near the border triangle*, juin 2025, <https://bit.ly/4rt3MTB>; Asharq Al-Awsat, *The Rapid Support Forces announce its control of areas near the borders with Libya and Egypt*, juin 2025, <https://bit.ly/4iu8mf>.
- 138 Sudan Tribune, *The Sudanese army accuses the Rapid Support Forces and Haftar's forces of attacking the trilateral border*, juin 2025, <https://sudantribune.net/article/301771>.
- 139 Entretien avec un journaliste de Kufra, Tripoli, juillet 2025.
- 140 Libya Osint, X, 11 octobre 2025, https://x.com/Libya24_7OSINT/status/1977057689126543505; entretien à distance avec un responsable libyen de la défense, septembre 2025.
- 141 Taha Hadeed, X, 31 octobre 2025, https://x.com/taha_hadeed/status/1984375996901179536; Jared Malsin, Benoit Faucon et Robbie Gramer, *How UAE arms bolstered a Sudanese militia accused of genocide*, The Wall Street Journal, octobre 2025, <https://www.wsj.com/world/how-u-a-e-arms-bolstered-a-sudanese-militia-accused-of-genocide-781b9803>.
- 142 Asad Cabdullahi Mataan, *From Colombia to Bosaso – Mercenaries in Sudan's civil war*, Caasimada, septembre 2025, <https://www.caasimada.net/from-colombia-to-bosaso-mercenaries-in-sudans-civil-war/>.
- 143 Si le transport d'armes par ces voies n'a pas pu être confirmé, les aéroports d'Abéché et de N'Djamena offraient des plateformes sûres, nonobstant des contraintes logistiques plus importantes étant donné leur éloignement des lignes de front du Darfour. Entretien à distance avec un expert sur les économies illicites tchadienne et soudanaise, août 2025.
- 144 Selon certaines informations, l'Égypte aurait tenté d'accueillir au Caire des négociations entre le chef de l'ANL, Khalifa Haftar, et celui des SAF, Abdel Fattah al-Burhan, peu après la prise du point de passage frontalier. Voir Sean Mathews et Oscar Rickett, *Egypt hosts secret talks between Sudan's Burhan and Libya's Haftar in bid to mend ties, sources say*, Middle East Eye, juillet 2025, <https://www.middleeasteye.net/news/egypt-host-talks-between-sudan-burhan-libya-haftar>.
- 145 *Keeping Chad stable as Sudan's conflict rages*, International Crisis Group, septembre 2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/chad-sudan/preserver-la-stabilite-du-tchad-face-au-conflit-soudanais>.
- 146 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on Sudan – 2025*, 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/239>.
- 147 Toumaï Web Médias, Facebook, 19 avril 2025, <https://facebook.com/share/p/1GkymM7QMF/>.
- 148 La Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre (Convention de Kinshasa), adoptée en 2010 à Kinshasa et entrée en vigueur le 8 mars 2017, oblige les États de la CEEAC à contrôler les transferts, à marquer et tracer les armes, à gérer les stocks et à criminaliser le trafic et la possession illicites.
- 149 La Convention sur les armes légères et de petit calibre de la CEDEAO (2006) interdit le transfert d'armes légères à des acteurs non-étatiques non autorisés, établit un système de licences d'importation/exportation, exige le marquage et la tenue de registres, et engage les États à collecter, enregistrer et détruire les armes excédentaires ou illicites. Le cadre politique de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité (2013) et ses notes d'orientation opérationnelles sur le DDR (années 2020) font partie de son programme « Faire taire les armes d'ici 2030 ». Ils fournissent à ses États membres des normes et des outils pour organiser le processus de DDR, en cohérence avec ceux plus larges de réforme du secteur de la sécurité, y compris dans les contextes fragiles comme au Tchad et en Libye.



The Institute for Security Studies (l'Institut d'études de sécurité, ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international rassemblant plus de 700 experts à travers le monde. La GI-TOC fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive de lutte contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net